

République du Sénégal



Un Peuple – Un But – Une Foi

Ministère de l'Économie et des Finances

Direction générale des Finances

**PROJET DE LOI
DE REGLEMENT
POUR L'ANNEE 2012**

Le projet de loi de règlement soumis à votre examen rend compte de l'exécution des lois de finances pour la gestion 2012. Il s'agit de la loi de finances initiale n°2011-20 du 13 décembre 2011 et de la loi de finances rectificative n° 2012-17 du 31 octobre 2012.

L'année 2012 a été caractérisée par une économie nationale en reprise en dépit du contexte international difficile, marqué par la crise de la dette dans la zone euro mais également par l'instabilité sociopolitique au Mali. En effet, le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 3,5% contre 2,1% en 2011, porté pour l'essentiel par les secteurs primaire (+9,6%) et tertiaire (+3,7%).

L'année 2012 est également marquée par une alternance politique intervenue en mars 2012 qui a eu comme corollaire la mise en place d'un nouveau Gouvernement et une réorganisation des services de l'Etat (diminution du nombre de ministères et rationalisation des agences et structures assimilées). Dans ce contexte, un projet de loi de finances rectificative a été préparé et déposé au Parlement en juin 2013 et n'a pu être adopté qu'au mois d'octobre 2013 par la nouvelle législature.

Au plan budgétaire, la mobilisation des ressources a été satisfaisante avec un taux de réalisation de près de 100% comparativement aux prévisions. Cette situation a permis de faire face aux dépenses publiques qui ont évolué de 6,5% par rapport à la gestion précédente.

Au total, les recettes du budget général ont été recouvrées en 2012 pour un montant total de 2341,472 milliards contre 2 249,19 milliards en 2011, soit une augmentation de 92,281 milliards en valeur absolue et de 4,1% en valeur relative. Elles sont composées, pour l'essentiel, des recettes fiscales et non fiscales (1456,293 milliards de francs), des dons budgétaires (20,087 milliards de francs), des recettes exceptionnelles (102,824 milliards), des bons du Trésors et autres emprunts (273,527 milliards), d'emprunts programme d'un montant de 147,182 milliards de francs et des tirages des projets financés sur ressources extérieures de 339,460 milliards dont le Trésor n'est pas comptable assignataire.

Il convient de signaler à ce niveau, le versement d'une première tranche de 39,52 milliards effectué dans les comptes du Trésor le 31 décembre 2012 par la société MILLICOM, exploitant de la deuxième licence de téléphonie mobile, à la suite de négociations portant sur le prix d'acquisition de celle-ci.

En application de l'article 17 de la loi organique relative aux lois de finances, cette recette a été prise en charge au titre du budget de 2012, dans la rubrique recettes exceptionnelles ; ce qui porte celles-ci à 102,824 milliards (IADM/PSTE compris).

Les dépenses du budget général, quant à elles, ont été exécutées pour un montant de 2275,705 milliards en 2012 contre 2094,41 milliards l'année précédente ; soit une hausse de 181,29 milliards en valeur absolue et de 8,66% en valeur relative. Cette hausse est imputable aux dépenses d'investissement sur ressources extérieures qui ont progressé de 22,74% en glissement annuel, à la dette publique 22,13%, aux dépenses de personnel 8,05% et aux autres dépenses courantes avec 6,36%. Cependant, un repli de 3,22% des dépenses d'investissements sur ressources internes a été noté par rapport à la gestion 2011.

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor ont été recouvrées à hauteur de 88,567 milliards

pour des dépenses exécutées d'un montant de 77,457 milliards de francs. En glissement annuel, il faut relever une amélioration des recouvrements de recettes de 8,14 milliards et une baisse des dépenses de 3,42 milliards.

Concernant les indicateurs de la gestion budgétaire, le taux de pression fiscale¹ s'est légèrement amélioré pour s'établir à 19,34%, au-delà du seuil communautaire fixé à 17%.

Le ratio de la masse salariale sur recettes fiscales s'élève à 32,95% en dessous du seuil communautaire de 35%.

S'agissant du ratio des investissements publics financés sur ressources internes rapportés aux recettes fiscales, il a été bien respecté avec 35,43% se situant ainsi à un niveau supérieur au seuil communautaire de 20%.

¹ PIB 2012 (à prix courant): 7170,7 milliards de francs, sources : DPEE, situation Economique et Financière 2012 et perspectives 2013.

EXPOSE GENERAL DES MOTIFS

I. LA SITUATION BUDGETAIRE

A. Prévisions et résultats

Tableau 1: Prévisions et réalisations du budget général et des comptes spéciaux du Trésor

en FCFA

	LFI (1)	LFR (2)	Modificatio ns (3)	Ouverture/annul ations de crédits (4)	Report de crédits (5)	Crédits de la gestion (6)= 2+3+4+5	Ordonnancement / recouvrement (8)
I. Recettes du Budget Général							
Recettes fiscales et non fiscales	1 515 000 000 000	1 461 400 000 000				1 461 400 000 000	1 456 293 285 196
Remboursement de prêts et avances	3 000 000 000	3 000 000 000				3 000 000 000	2 099 007 561
Dons Programme	19 000 000 000	31 700 000 000				31 700 000 000	20 086 945 404
Emprunts programme	25 000 000 000	106 600 000 000				106 600 000 000	147 181 883 708
Autres emprunts	321 870 000 000	295 210 000 000				295 210 000 000	273 527 050 000
Recettes exceptionnelles (dont PPTÉ / IADM)	60 000 000 000	59 900 000 000				59 900 000 000	102 824 371 376
Dons projets	134 000 000 000	164 000 000 000				164 000 000 000	131 176 627 725
Emprunts projets	189 000 000 000	252 400 000 000				252 400 000 000	208 283 169 558
TOTAL RECETTES Budget général	2 266 870 000 000	2 374 210 000 000	0	0	0	2 374 210 000 000	2 341 472 340 528
TOTAL RECETTES internes Budget général	1 943 870 000 000	1 957 810 000 000	0	0	0	1 957 810 000 000	2 002 012 543 245
II. DEPENSES DU Budget Général						0	
Dette publique	347 880 000 000	356 710 000 000				356 710 000 000	343 200 039 754
Dépenses de personnel	443 500 000 000	450 000 000 000				450 000 000 000	456 878 667 215
Dépenses de fonctionnement	345 795 703 670	313 808 545 168	-214 000 000	-6 192 226 388		307 402 318 780	306 936 204 436
Transferts courants	298 704 296 330	332 991 454 832	214 000 000	6 582 226 388		339 787 681 220	337 841 005 578
<i>Don subvention au CST</i>	<i>6 000 000 000 000</i>	<i>6 000 000 000 000</i>				6 000 000 000 000	6 000 000 000 000
total des dépenses ordinaires	1 435 880 000 000	1 453 510 000 000	0	390 000 000	0	1 453 900 000 000	1 444 855 916 983
Total dépenses ord hors subvention						0	
Dépenses en capital	150 162 285 000	129 588 635 040		-444 727 166	24 770 351 256	153 914 259 130	133 278 396 933
Transfert en capital	357 827 715 000	374 711 364 960		2 517 129 227	621 134 365	377 849 628 552	358 110 613 623
Dépenses en capital non assignées au Trésor	323 000 000 000	416 400 000 000				416 400 000 000	339 459 797 283
Total dépenses en capital	830 990 000 000	920 700 000 000	0	2 072 402 061	25 391 485 621	948 163 887 682	830 848 807 839
TOTAL DEPENSES BG	2 266 870 000 000	2 374 210 000 000	0	2 462 402 061	25 391 485 621	2 402 063 887 682	2 275 704 724 822
TOTAL DEPENSES BG sur ressources internes	1 943 870 000 000	1 957 810 000 000	0	2 462 402 061	25 391 485 621	1 985 663 887 682	1 936 244 927 539
III. CST							
Recettes	77 916 000 000	77 916 000 000		243 691 000		78 159 691 000	88 566 933 952
dont transfert reçus d'autres budget	6 000 000 000	6 000 000 000				6 000 000 000	
Dépenses	77 916 000 000	77 916 000 000		243 691 000		78 159 691 000	77 417 482 879
SOLDE	0	0	0	0	0	0	11 149 451 073
TOT BG et CST							
RECETTES	2 344 786 000 000	2 452 126 000 000	0	243 691 000	0	2 452 369 691 000	2 430 039 274 480
DEPENSES	2 344 786 000 000	2 452 126 000 000	0	2 706 093 061	25 391 485 621	2 480 223 578 682	2 353 122 207 701

B. Éléments d'appréciation

1. PROGRESSION DES RECETTES ET DES DEPENSES DEFINITIVES DU BUDGET GENERAL

Tableau 2: Evolution des dépenses et des recettes hors emprunts et subventions et recettes exceptionnelles
En milliards de FCFA

Gestions	2008	2009	2010	2011	2012
Montant des Recettes hors subventions, emprunts et recettes exceptionnelles	1 098,57	1 129,87	1 180,13	1 337,68	1 458,39
Evolution en%	2,10%	2,80%	4,40%	13,40%	9,0%
Montant des Dépenses assignées au Trésor	1 386,06	1 441,70	1 589,46	1 817,84	1 936,24
Evolution en%	-2,30%	4,00%	10,20%	14,40%	6,5%

Pour la gestion 2012, les recettes budgétaires hors subventions, emprunts et recettes exceptionnelles ont été réalisées à hauteur de 1 458,39 milliards de FCFA contre 1 337,68 milliards de FCFA en 2011, soit une hausse de 120,71 milliards de FCFA en valeur absolue et 9,0% en valeur relative. Cette hausse des recettes se justifie principalement par les performances réalisées au niveau du recouvrement des recettes fiscales.

S'agissant des dépenses budgétaires assignées au Trésor Public, elles ont connu une hausse de 6,5%, passant ainsi de 1 817,84 milliards FCFA en 2011 à 1 936,24 milliards FCFA en 2012.

2. COUVERTURE DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL PAR LES RECETTES

Tableau 3: Couverture des dépenses par les recettes internes

En milliards de FCFA

Gestion	2008	2009	2010	2011	2012
Dépenses totales (1)	1 386,06	1 441,70	1 589,46	1 817,84	1 936,24
Recettes fiscales et non fiscales (2)	1 091,29	1 052,94	1 176,77	1 336,52	1 456,29
Recettes fiscales, non fiscales et dons budgétaires (3)	1 111,99	1 182,52	1 188,71	1 374,34	1 476,38
Recettes fiscales, non fiscales, exceptionnelles, dons et emprunts budgétaires (4)	1 352,38	1 360,01	1 428,08	1 972,62	2 002,01
Taux de couverture des dépenses par les recettes fiscales et non fiscales (2)/(1)	78,70%	73,00%	74,00%	73,50%	75,21%
Taux de couverture des dépenses par les recettes fiscales et non fiscales et dons budgétaires (3)/(1)	80,20%	82,00%	74,80%	75,60%	76,25%
Taux de couverture des dépenses par les recettes fiscales, non fiscales, exceptionnelles, dons et emprunts budgétaires (4)/(1)	97,60%	94,30%	89,80%	108,50%	103,40%

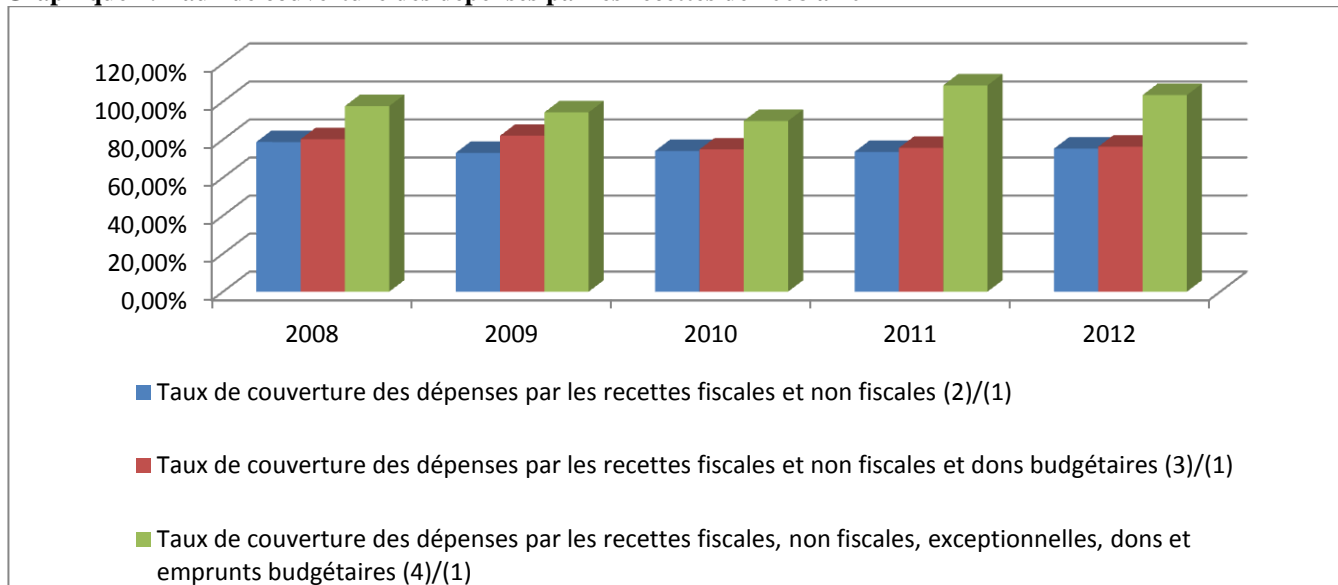
Le taux de couverture des dépenses du budget général, dont le Trésor est comptable assignataire, par les recettes fiscales et non fiscales est de **75,21%** en 2012, un peu plus que les années antérieures où il était en moyenne de 74,8%. Il est en hausse de 1,71 point de pourcentage par rapport à la gestion 2011.

Si l'on tient compte des dons budgétaires, le taux de couverture des dépenses est de 76,25% et reste toujours inférieur à celui de 2008 et 2009.

Par contre, le recours aux emprunts et recettes exceptionnelles a permis de couvrir

entièrement les dépenses budgétaires de 2012 à hauteur de 103,39%

Graphique 1: Taux de couverture des dépenses par les recettes de 2008 à 2012



C. LES AUTORISATIONS BUDGETAIRES

Les autorisations budgétaires ont été accordées par les lois de finances initiale et rectificative et par les réaménagements par voie réglementaire conformément aux dispositions des articles 15 et 20 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relatives aux lois de finances.

1. AUTORISATIONS DE LA LOI DE FINANCES INITIALE

Elles sont arrêtées, en ressources à 2221,37 milliards de francs pour le budget général et à 77,916 milliards de francs pour les comptes spéciaux du Trésor. Ces ressources sont ainsi réparties :

- recettes dont le Trésor est comptable assignataire : 1898,37 milliards FCFA ;
- ressources dont le Trésor n'est pas comptable assignataire : 323 milliards FCFA ;
- recettes des CST : 77,916 milliards FCFA.

S'agissant des charges, elles sont arrêtées pour le budget général à 2 266,87 milliards de francs dont un montant de 323 milliards de dépenses d'investissement dont le Trésor n'est pas comptable assignataire.

Le montant des crédits ouverts des comptes spéciaux du Trésor est fixé à 77,916 milliards de francs.

2. LES MODIFICATIONS APPORTEES PAR LA LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE.

En 2012, une loi de finances rectificative a été votée par l'Assemblée nationale. Il s'agit de la loi n° 2012-17 du 31 octobre 2012 qui a revu à la hausse le plafond des dépenses du

budget général d'un montant de 107,34 milliards de francs CFA et les recettes de 108,2 milliards. Cette révision a été faite pour d'une part, se conformer au nouveau cadrage macroéconomique et d'autre part, tenir compte des nouvelles priorités définies par le nouveau Gouvernement.

3. LES MODIFICATIONS PAR VOIE REGLEMENTAIRE

Il s'agit d'une part de transferts de crédits modifiant la détermination du service responsable de l'exécution de la dépense sans modifier la nature de cette dernière, des virements de crédits conduisant à modifier la nature de la dépense prévue par les lois de finances, des reports de crédits d'investissement et d'autre part des annulations et des ouvertures de crédits.

Au titre des dépenses, des modifications portant sur la répartition des crédits ont été effectuées pour tenir compte de la nouvelle organisation administrative et assurer la continuité des missions de service public de l'Etat, du fait du retard accusé dans l'adoption du projet de loi de finances rectificative déposé à l'Assemblée nationale, lié à l'installation de la X^{llème} législature.

Les actes modificatifs pris avant le dépôt du projet de loi de finances rectificative ont fait l'objet de réévaluation et ont été pris en compte dans les crédits des chapitres concernés, ouverts dans la loi de finances rectificative.

Par ailleurs, des fonds additionnels d'un montant de 2,462 milliards ont été reçus en 2012, sous forme de donations pour concourir, avec ceux de l'Etat, au bon déroulement du plan ORSEC et à l'appui aux populations victimes des inondations. Des crédits supplémentaires d'égal montant ont été ouverts par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances, conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi organique précitée.

En outre, le plafond des dépenses du compte spécial « Caisse d'encouragement à la Pêche » a été revu à la hausse, par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances, pour un montant de 243, 691 millions FCFA du fait de l'excédent de recettes enregistrées en cours d'année, ceci en conformité aux dispositions de l'article 26 de la loi organique susvisée.

Les prévisions, modifications et réalisations par titre sont globalement présentées dans le tableau ci-après :

Tableau 4:Récapitulatif des prévisions et réalisations sur ressources internes

En FCFA

LIBELLE	DOTATION LFI	DOTATION LFR	MOUVEMENT DE CREDITS	OUVERTURE ANNULATION	REPORTS CREDIT	CREDITS GESTION	Ordonnancement pris en charge	Dispo/Dépas après ordo pris en charge
DETTE PUBLIQUE	347 880 000 000	356 710 000 000	0	0	0	356 710 000 000	343 200 039 754	13 509 960 246
DEPENSES DE PERSONNEL	443 500 000 000	450 000 000 000	0	0	0	450 000 000 000	456 878 667 215	-6 878 667 215
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	345 795 703 670	313 808 545 168	-214 000 000	-6 192 226 388	0	307 402 318 780	306 936 204 436	466 114 344
TRANSFERTS COURANTS	298 704 296 330	332 991 454 832	214 000 000	6 582 226 388	0	339 787 681 220	337 841 005 578	1 946 675 642
TOTAL DEPENSES ORDINAIRES	1 435 880 000 000	1 453 510 000 000	0	390 000 000	0	1 453 900 000 000	1 444 855 916 983	9 044 083 017
INVESTISSEMENTS EXECUTES PAR L'ETAT	150 162 285 000	129 588 635 040	0	-444 727 166	24 770 351 256	153 914 259 130	133 278 396 933	20 635 862 197
TRANSFERTS EN CAPITAL	357 827 715 000	374 711 364 960	0	2 517 129 227	621 134 365	377 849 628 552	358 110 613 623	19 739 014 929
TOTAL INVESTISSEMENT	507 990 000 000	504 300 000 000	0	2 072 402 061	25 391 485 621	531 763 887 682	491 389 010 556	40 374 877 126
TOTAL BUDGET GENERAL sur ressources internes	1 943 870 000 000	1 957 810 000 000	0	2 462 402 061	25 391 485 621	1 985 663 887 682	1 936 244 927 539	49 418 960 143
Comptes spéciaux du Trésor	77 916 000 000	77 916 000 000	0	243 691 000	0	78 159 691 000	77 417 482 879	742 208 121
TOTAL BUDGET sur ressources internes	2 021 786 000 000	2 035 726 000 000	0	2 706 093 061	25 391 485 621	2 063 823 578 682	2 013 662 410 418	50 161 168 264

II. ANALYSE DE L'EXECUTION

A. LE BUDGET GENERAL

Le budget général a été exécuté, en recettes à la somme de **2 341,472 milliards FCFA** et en dépenses à la somme de **2 275,76 milliards FCFA** ; il laisse apparaître un solde d'exécution positif de **65,715 milliards FCFA**.

- **Les recettes du budget général**

Sur des prévisions de **2 374,21 milliards** les recettes du budget général ont été recouvrées à hauteur de **2 341,472 milliards** soit un taux de réalisation de **98,6%**. En tenant compte uniquement des ressources dont le trésor est comptable assignataire, le taux d'exécution des recettes se situe alors à **102,26%**.

- **Les dépenses totales du budget général**

Prévues pour un montant de **2 374,21 milliards FCFA** par la deuxième loi de finances rectificative pour 2012, les crédits du budget général ont été portés à **2 402,06 milliards FCFA** par les reports de crédits d'investissement d'un montant de **25,39 milliards** et les ouvertures de crédits d'un montant de **2,46 milliards FCFA**. Ils ont été exécutés pour un montant de **2 275,705 milliards FCFA**.

En glissement annuel, les dépenses globales du Budget général ont connu une hausse de **181,29 milliards FCFA**, soit **8,66%**.

S'agissant des ouvertures de crédits faites par décrets d'avances dans le budget général, il faut rappeler qu'ils ont été tous ratifiés dans la LFR de 2012 et la LFR de 2013.

Il s'agit pour la loi de finances rectificative n° 2012-17 du 31 octobre 2012:

- des décrets d'avances 2012- 95 du 11 janvier 2012, 2012- 96 du 11 janvier 2012, 2012- 198 du 31 janvier 2012, 2012- 234 du 02 février 2012 ; 2012- 255 du 08 février 2012 ; 2012- 256 du 08 février 2012, 2012- 292 du 22 février 2012, 2012- 293 du 22 février 2012, 2012- 305 du 23 février 2012, 2012- 376 du 27 mars 2012, 2012- 406 du 28 mars 2012, 2012- 449 du 12 avril 2012 ;

Pour la loi de finances rectificative n°2013-03 du 8 juillet 2013:

- des décrets d'avances n°2012-278 du 16 février 2012, 2012-747 du 19 juillet 2012, 2012- 903 du 30 août 2012, 2012-910 du 05 septembre 2012, 2012-988 du 18 septembre 2012, 2012-1162 du 25 octobre 2012, 2012-1277 du 15 novembre 2012, 2012-1299 du 15 novembre 2012, 2012-1333 du 16 novembre 2012, 2012-1410 du 08 décembre 2012, 2012-1423 du 10 décembre 2012, 2012-724 du 19 août 2012, 2012-826 du 07 août 2012, 2012-1227 du 05 novembre 2012, 2012-1226 du 05 novembre 2012, 2012-1225 du 05 novembre 2012, 2012-854 du 14 août 2012, 2012-665 du 19 juin 2012, 2012-600 du 19 juin 2012, 2012-909 du 05 septembre 2012, 2012-990 du 19 septembre 2012, 2012-1071 du 04 octobre 2012, 2012-1334 du 16 novembre 2012, 2012-1435 du 14 décembre 2012

1- Les recettes :

Les recettes fiscales ont été recouvrées à hauteur de **1 386,772 milliards FCFA** sur des prévisions d'un montant de **1 366,4 milliards FCFA**, soit un taux de recouvrement de **101,5%** avec des plus-values de **20,373 milliards FCFA**. Par rapport à la gestion 2011, il est constaté une progression de **87,348 milliards** en valeur absolue et **6,7%** en valeur relative. Les recettes fiscales se décomposent en impôts directes et impôts indirects.

Les réalisations en impôts directs sont de l'ordre de **477,098 milliards** sur une prévision de **401,3 milliards**, soit un taux de recouvrement de **118,9%**. Par rapport à la gestion 2011, ces recettes ont connu une hausse de **95,691 milliards**.

Le recouvrement des impôts indirects s'élève à **909,675 milliards** sur une prévision de **965,100 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **94,3%**. Les moins values de recettes d'un montant de 55,425 milliards de francs sont imputables aux impôts et taxes sur biens et services (22,196 milliards de francs), aux droits et taxes à l'importation (14,404 milliards de francs), aux autres recettes fiscales (10,232 milliards de francs) et aux droits d'enregistrement et de timbre (8,592 milliards de francs).

En glissement annuel, les impôts indirects ont baissé de **8,342 milliards** en valeur absolue par rapport à 2011 et de **0,9%** en valeur relative.

Le niveau de recouvrement des recettes non fiscales pour la gestion 2012 est de **69,521 milliards FCFA** sur une prévision de **95 milliards**, soit une moins- valeur de **25,479 milliards** en valeur absolue et un taux de réalisation de **73,2%**. Ces contre-performances sont imputables aux autres recettes non fiscales pour un montant de 17,888 milliards et aux revenus de l'entreprise et du domaine pour un montant de 9,135 milliards. Ces baisses de recettes ont été atténuées par les plus values réalisées au niveau des droits et frais administratifs, des produits financiers et des amendes et condamnations pécuniaires.

Tableau 5: Situation des prévisions et des réalisations de recettes

En millions de FCFA						Evolution Réal 2012/2011
Nature Recette	Réalisation2011	Prévision 2012	Réalisation 2012	Taux de réalisation	Ecart Réali/Prév	en Valeur
Impôts directs	381 407	401 300	477 098	118,9%	75 798	95 691
Impôts indirects	918 017	965 100	909 675	94,3%	-55 425	-8 342
Impôts et taxes sur les biens et services	657 872	691 700	669 504	96,8%	-22 196	11 632
Drts enreg, Timbre	27 295	32 900	24 308	73,9%	-8 592	-2 987
Droits et taxes imp	203 590	207 000	192 596	93,0%	-14 404	-10 994
Autres rec fisc	29 260	33 500	23 268	69,5%	-10 232	-5 992
Recettes Fiscales	1 299 425	1 366 400	1 386 773	101,5%	20 373	87 348
Rev entr et du dom	10 591	19 600	10 465	53,4%	-9 135	-126
Drt frais adm	750	100	937	937,4%	837	187
Amendes et condamn pec	249	100	154	153,9%	54	-95
Prod financiers	24 349	28 000	28 653	102,3%	653	4 304
Autres recettes non fiscales	1 162	47 200	29 312	62,1%	-17 888	28 150
Recettes non Fiscales	37 100	95 000	69 521	73,2%	-25 479	32 421
Tot recettes fiscales et non fiscales	1 336 525	1 461 400	1 456 293	99,7%	-5 107	119 768
Recettes exceptionnelles	84 058	59 900	102 824	171,7%	42 924	18 766
Remboursement prêt rétrocédé	1 159	3 000	2 099	70,0%	-901	940

Loi de règlement gestion 2012

Emprunts programme	18 624	106 600	147 182	138,1%	40 582	128 558
Dons budgétaires	37 805	31 700	20 087	63,4%	-11 613	-17 718
Autres emprunts	494 446	295 210	273 527	92,7%	-21 683	-220 919
Recettes externes	276 573	416 400	339 460	81,5%	-76 940	62 887
Total Recettes BG	2 249 191	2 374 210	2 341 472	98,6%	-32 738	92 281
Total Recettes internes	1 972 617	1 957 810	2 002 013	102,3%	44 203	29 396

L'**annexe I**, joint au présent projet de loi de règlement, présente un état détaillé des recettes budgétaires

2. Les dépenses

2-1 Les dépenses ordinaires

Les dépenses ordinaires ont été arrêtées à un montant de **1 453,510 milliards FCFA** dans la loi de finances rectificative pour l'année 2012. Elles ont été portées à **1453,9 milliards FCFA** par des ouvertures de crédits supplémentaires.

Ces dépenses ont été exécutées à hauteur de **1 444,856 milliards FCFA**, soit un taux d'exécution de **99,38%**. Il en résulte des crédits non consommés d'un montant de **9,044 milliards FCFA**.

Par rapport à la gestion 2011, l'exécution des dépenses ordinaires fait ressortir une hausse de **134,754 milliards FCFA** en valeur absolue et **10,29%** en valeur relative.

Ces dépenses se caractérisent par :

- l'ordonnancement de la dette publique à hauteur de **343,200 milliards** pour une prévision de 356,710 milliards soit un taux d'exécution de 96,21% et des crédits disponibles d'un montant de 13,509 milliards. En glissement annuel, il a connu une hausse de 62,191 milliards FCFA soit 22,13% en valeur relative.
- Les dépenses de personnel ont été exécutées à hauteur de **456,878 milliards** sur une prévision de **450 milliards**. Il en résulte un dépassement de **6,879 milliards**. Comparées à la gestion 2011, une hausse de **34,022 milliards** est observée.
- Les crédits des autres dépenses courantes ouverts par la loi de finances rectificative s'élèvent à 646,800 milliards FCFA. Elles ont été portées à 647,190 milliards suite à des ouvertures supplémentaires de crédits d'un montant de 390 millions FCFA. Le montant des dépenses réalisées s'élève à 644,777 milliards FCFA, soit un taux d'exécution de 99,63%. En glissement annuel, les autres dépenses courantes ont connu une progression de 38,541 milliards FCFA et 6,36% en valeur relative.

Le tableau ci-dessous illustre la structure des dépenses.

Tableau 6: EVOLUTION ET STRUCTURE DES DEPENSES ORDINAIRES

En FCFA

Nature	Réalisation 2011	2012			Variation réalisation	
		Crédit de la gestion	Réalisation	Taux réel	2012/2011	
					Valeur	%
Dette publique	281 008 792 265	356 710 000 000	343 200 039 754	96,21%	62 191 247 489	22,13%
Dépenses de Personnel	422 856 341 616	450 000 000 000	456 878 667 215	101,53%	34 022 325 599	8,05%
Autres dépenses courantes	606 236 550 473	647 190 000 000	644 777 210 014	99,63%	38 540 659 541	6,36%
Total dépenses ordinaires	1 310 101 684 354	1 453 900 000 000	1 444 855 916 983	99,38%	134 754 232 629	10,29%

2-2 Les dépenses d'investissement

Les crédits d'investissement sur ressources internes ouverts dans la loi de finances rectificative s'élèvent à **504,300 milliards FCFA**. Ils ont été portés à **531,764 milliards de FCFA** par les reports de crédits d'investissement d'un montant de **25,391 milliards FCFA** et par les ouvertures de crédits supplémentaires d'un montant de **2,072 milliards de FCFA**.

Ces crédits d'investissement ont été exécutés à hauteur de **491,389 milliards de FCFA**. Il en résulte un taux d'exécution de **92,41%**.

Comparés à la gestion précédente, les investissements sur ressources internes ont connu une baisse de **16,345 milliards** en valeur absolue et **3,22%** en valeur relative.

Les dépenses d'investissement dont le Trésor n'est pas comptable assignataire sont réalisées à hauteur de **339,4560 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de 81,52%. Elles sont en hausse de 22,74 % par rapport à la gestion 2011.

Le tableau ci-dessous illustre la structure des dépenses en capital pour la gestion 2012.

Tableau 7: EVOLUTION ET STRUCTURE DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

En FCFA

Nature	Réalisation 2011	2012			Variation réalisation	
		Crédit de la gestion	Réalisation	Taux réel	2012/2011	
					Valeur	%
Titre 5 Dépenses en capital sur ressources internes	125 985 881 505	153 914 259 130	133 278 396 933	86,59%	7 292 515 428	5,79%
Titre 6: Transfert en capital	381 748 923 070	377 849 628 552	358 110 613 623	94,78%	-23 638 309 447	-6,19%
Total investissement sur ressources internes	507 734 804 575	531 763 887 682	491 389 010 556	92,41%	-16 345 794 019	-3,22%
Investissements sur ressources externes	276 573 394 459	416 400 000 000	339 459 797 283	81,52%	62 886 402 824	22,74%
TOTAL INVESTISSEMENT	784 308 199 034	948 163 887 682	830 848 807 839	87,63%	46 540 608 805	5,93%

B. LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Ce présent projet de loi de règlement arrête les résultats des différentes catégories de comptes spéciaux du Trésor, analyse les réalisations par rapport aux prévisions et donne les

soldes des comptes qui doivent être reportés sur la gestion 2013 et ceux qui sont imputés aux résultats de l'année.

Le tableau ci-après donne les informations financières sur les différentes catégories de comptes spéciaux du Trésor.

Tableau 8: SITUATION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

En FCFA

LIBELLES	Réalizations 2011		Réalizations 2012		Variation 2012/2011	
	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses	Recettes	Dépenses
Comptes d'affectation spéciale	60 146 587 450	60 042 829 951	67 077 875 740	66 040 192 857	6 931 288 290	5 997 362 906
Comptes de commerce	16 942 000	0	0	0	-16 942 000	0
Comptes de prêts	11 086 213 689	11 460 090 230	10 163 239 773	847 540 612	-922 973 916	-10 612 549 618
Comptes d'avances	9 175 654 037	9 379 214 360	11 325 818 439	10 529 749 410	2 150 164 402	1 150 535 050
Total général	80 425 397 176	80 882 134 541	88 566 933 952	77 417 482 879	8 141 536 776	-3 464 651 662

L'**annexe III** du présent projet de loi donne le détail de la situation des comptes spéciaux du Trésor.

C. PERTES ET PROFITS RESULTANT DE LA GESTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE

Le projet de loi de règlement constate les pertes et profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie. Le résultat de ces opérations non budgétaires, est pris en compte dans la détermination du compte de résultat de la gestion 2012 conformément à l'article 36 de la loi organique relative aux lois de finances.

Pour la gestion 2012, aucune perte ou profit résultant de la gestion des opérations de trésorerie n'a été constatée.

III. Affectation des résultats et transfert au compte permanent des découverts du Trésor :

Le projet de loi de règlement établit le résultat de l'année 2012 comme suit :

Le budget général :

Un excédent de recettes sur les dépenses de **65 767 615 706 FCFA**

Les comptes spéciaux du Trésor :

- Un profit constaté sur les comptes d'affectation spéciale non reportés de **116.955.087 FCFA**.

Les opérations de trésorerie :

- Les pertes et profits, résultant de la gestion des opérations de trésorerie de la gestion 2012 sont nuls.

Loi de règlement gestion 2012

En application des dispositions de l'article 36, alinéa 3 de la loi n° 2001-09 du 15 octobre 2001 portant loi organique relative aux lois de finances, le présent projet de loi propose le transfert au compte permanent des découverts du Trésor :

- de l'excédent de recettes sur les dépenses du budget général de la gestion 2012 soit un montant de **6 5 767 615 706 FCFA**, en augmentation du crédit ;

- du profit de **116.955.087 FCFA** constaté sur les comptes d'affectation spéciale non reportés sur la gestion 2013, en augmentation du crédit;

Telle est l'économie du présent projet de loi de règlement, soumis à votre approbation.

EXPOSE DES MOTIFS PAR ARTICLE

I. CONSTATATION DU MONTANT DEFINITIF DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE DEPENSES DE LA GESTION 2012.

ARTICLE PREMIER

RESULTATS GENERAUX DE L'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES POUR L'ANNEE 2012

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'arrêter les résultats définitifs de l'exécution des lois de finances pour l'année 2012 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances lequel dispose " le projet annuel de loi de règlement constate le montant définitif des encaissements de recettes et des ordonnancements de dépenses se rapportant à une même année".

Le solde des opérations définitives du budget général est arrêté à **65 767 615 706 FCFA**. Le solde des opérations de l'année des comptes spéciaux du Trésor est de **11 149 451 073 FCFA**. Il en résulte un solde d'exécution global positif de **76 917 066 779 FCFA**.

Texte de l'article

Les résultats définitifs des lois de finances pour l'année 2012 sont arrêtés aux montants retracés dans le tableau suivant :

Tableau 9: Situation d'exécution du budget

En FCFA

RECETTES ENCAISSEES		DEPENSES ORDONNANCEES		SOLDE
A BUDGET GENERAL				
A1 Recettes dont le Trésor est comptable assignataire				
Recettes fiscales	1 386 772 547 019	Titre 1: dette publique	343 200 039 754	
Recettes non fiscales	69 520 738 177	Titre 2: Personnel	456 878 667 215	
Recettes exceptionnelles	102 824 371 376	Titre3: Fonctionnement	306 936 204 436	
Remboursement prêts et avances	2 099 007 561	Titre4: Autres transferts courants	337 841 005 578	
Dons budgétaires	20 086 945 404	Titre5: Investissement exécutés par l'Etat	133 278 396 933	
Emprunts	420 708 933 708	Titre6: transfert en capital	358 110 613 623	
Total recettes	2 002 012 543 245	Total dépenses	1 936 244 927 539	65 767 615 706
Total recettes hors emprunts	1 581 303 609 537	Total dépenses hors dette	1 593 044 887 785	
A2 Recettes dont le Trésor n'est pas comptable assignataire				
Dons projets et legs	131 176 627 725	investissements projet sur dons	131 176 627 725	
Tirages sur emprunts projets	208 283 169 558	Investissements projet sur emprunt	208 283 169 558	
TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL (A)	2 341 472 340 528	TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL	2 275 704 724 822	65 767 615 706
B COMPTES SPECIAUX				
RECETTES	88 566 933 952	DEPENSES	77 417 482 879	11 149 451 073
TOTAL GENERAL RECETTES	2 430 039 274 480	TOTAL GENERAL DEPENSES	2 353 122 207 701	76 917 066 779

I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général

ARTICLE 2

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet de fixer le montant définitif des recettes du budget général pour 2012 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Les recettes du budget général sont arrêtées à **2 341 472 340 528 FCFA**. Elles prennent en compte les ressources extérieures pour lesquelles le Trésor n'est pas comptable assignataire qui s'élèvent à **339 459 797 283 FCFA**.

Texte de l'article :

*Les recettes du budget général pour la gestion 2012 sont arrêtées à **2 341 472 340 528 FCFA**.*

I.2 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses du budget général

ARTICLE 3

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'arrêter le montant définitif des dépenses ordonnancées du budget général de 2012 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances. Il s'établit à **2 275 704 724 822 FCFA**.

Texte de l'article :

*Le montant définitif des dépenses ordonnancées du budget général pour la gestion 2012 est arrêté à **2 275 704 724 824 FCFA**.*

I.3 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor.

ARTICLE 4

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'arrêter les recettes des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2012 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relatives aux lois de finances.

Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **88 566 933 952 FCFA**.

Texte de l'article :

*Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **88 566 933 952 FCFA**. Le tableau qui suit répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.*

Tableau 10: Recettes définitives des comptes spéciaux du Trésor

En FCFA

Type de compte	Recettes encaissées
Comptes d'affectation spéciale	67 077 875 740
Comptes de commerce	0
Comptes de prêts	10 163 239 773
Comptes d'avances	11 325 818 439
Comptes de garantie et d'aval	0
Total général	88 566 933 952

I.4 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses des comptes spéciaux du Trésor.

ARTICLE 5

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'arrêter les dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2012 conformément à l'article 36 de la loi organique n°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances.

Texte de l'article :

*Le montant définitif des dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **77 417 482 879 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.*

Tableau 11: Dépenses des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2012

En FCFA

Type de compte	Dépenses ordonnancées
Comptes d'affectation spéciale	66 040 192 587
Comptes de commerce	0
Comptes de prêts	847 540 612
Comptes d'avances	10 529 749 410
Comptes de garantie et d'aval	0
Total général	77 417 482 879

II. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DU BUDGET

Le tableau suivant donne les écarts constatés entre les prévisions et les réalisations des lois de finances pour la gestion 2012.

Tableau 12: Ecart constatés et ajustements effectués

En FCFA

	Crédits de la gestion sur ressources internes	Réalisations	ECART	Crédits non consommés	Dépassement
TITRES					
Titre 1 : Dette publique	356 710 000 000	343 200 039 754	13 509 960 246	13 509 960 246	

Loi de règlement gestion 2012

Titre 2 : Personnel	450 000 000 000	456 878 667 215	-6 878 667 215	65 978 390 995	-72 857 058 210
Titre 3 : Fonctionnement	307 402 318 780	306 936 204 436	466 114 344	12 335 909 604	-11 869 795 260
Titre 4 : Transfert courant	339 787 681 220	337 841 005 578	1 946 675 642	1 946 675 642	0
Titre 5 : Dépenses en capital	153 914 259 130	133 278 396 933	20 635 862 197	34 352 626 509	-13 716 764 312
Titre 6: Transfert en capital	377 849 628 552	358 110 613 623	19 739 014 929	19 898 014 929	-159 000 000
TOTAL	1 985 663 887 682	1 936 244 927 539	49 418 960 143	148 021 577 925	-98 602 617 782

II.1 Ouverture de crédits complémentaires

ARTICLE 6

EXPOSE DES MOTIFS :

Le montant total des dépassements par titre s'élève à **98 602 617 782 FCFA**. Il est sollicité de l'Assemblée nationale l'ouverture de crédits complémentaires pour les couvrir, dans le cadre de ce présent projet de loi.

Les détails des dépassements par section et par titre sont donnés dans l'**annexe IV**.

Texte de l'article :

*« Il est ouvert, au titre de la gestion 2012, des crédits complémentaires d'un montant de **98 602 617 782 FCFA** ainsi répartis :*

TITRES	OUVERTURE DE CREDITS COMPLEMENTAIRES
Titre 2 Personnel	72 857 058 210
Titre 3 Fonctionnement	11 869 795 260
Titre 5 Dépenses en capital	13 716 764 312
Titre 6: Transferts en capital	159 000 000
Total crédits à ouvrir	98 602 617 782

II.2 : Annulation de crédits

ARTICLE 7

EXPOSE DES MOTIFS :

Le présent article a pour objet d'annuler les crédits non consommés de la gestion 2012 et non reportés sur la gestion 2013 conformément à l'article 4, alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

Les crédits non consommés du budget général s'élèvent à **147 756 989 833 FCFA**. Sur ces crédits non consommés, un montant de **122 256 577 925 FCFA** n'est pas reporté sur la gestion suivante. Il est sollicité de l'Assemblée nationale, leur annulation dans le cadre du présent projet de loi.

Texte de l'article :

Les crédits non consommés du budget général et non reportés sur la gestion 2013 d'un montant total de **122 256 577 925 FCFA** sont annulés au titre de la gestion 2012 conformément au détail ci-après :

En FCFA

TITRES	Crédits non consommés	Crédits reportés sur 2013	Crédits à annuler
Titre1 dette publique	13 509 960 246		13 509 960 246
Titre 2 personnel	65 978 390 995		65 978 390 995
Titre 3 Fonctionnement	12 335 909 604		12 335 909 604
Titre 4 Transfert courant	1 946 675 642		1 946 675 642
Titre 5 Dépenses en capital	34 352 626 509	16 189 740 648	18 162 885 861
Titre 6: Transfert en capital	19 898 014 929	9 575 259 352	10 322 755 577
TOTAL	148 021 577 925	25 765 000 000	122 256 577 925

III. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DES CST

ARTICLE 8

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'ouvrir des crédits complémentaires pour couvrir les dépassements de crédits sur les comptes spéciaux du Trésor et d'annuler les crédits non consommés sur la gestion 2012 conformément à l'article 4, alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

Texte de l'article :

Les crédits non consommés d'un montant de **17 668 270 432 FCFA** sur les comptes spéciaux du Trésor sont annulés conformément à l'article 4 alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

Il est ouvert, au titre de la gestion 2012, des crédits complémentaires d'un montant de **16.926.062.311 FCFA** pour les comptes spéciaux du Trésor, comme indiqué dans le tableau ci-après.

En FCFA

LIBELLES	Prévisions	Réalizations	Ecart	
			Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Comptes d'affectation spéciale	60 409 691 000	66 040 192 857	-6 616 312 901	985 811 044
Comptes de commerce	150 000 000	0		150 000 000
Comptes de prêts	16 800 000 000	847 540 612		15 952 459 388
Comptes d'avances	800 000 000	10 529 749 410	-10 309 749 410	580 000 000
Comptes de garantie et d'avaux		0		
TOTAL GENERAL	78 159 691 000	77 417 482 879	-16 926 062 311	17 668 270 432

IV. ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT POUR LA GESTION 2012

ARTICLE 9

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'établir le compte de résultat de la gestion 2012, au vu des montants de recettes et de dépenses arrêtés dans les articles précédents et conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée qui en donne la composition.

Texte de l'article :

Le résumé du compte de résultat de l'année financière 2012 se présente comme suit:

Budget Général	
Recettes	2 341 472 340 528
Dépenses	2 275 704 724 822
Excédents des recettes sur les dépenses	65 767 615 706
Pertes et profits sur Comptes spéciaux du Trésor	
Profits	116 955 087
Pertes	0
Profits nets	116 955 087
Pertes et Profits sur opérations de trésorerie	
Profits	0
Pertes	0
Perte nette	0

IV.1 RESULTAT DU BUDGET GENERAL DE 2012

ARTICLE 10

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'établir le résultat du budget général de la gestion 2012, au vu des montants de recettes et de dépenses arrêtés dans les articles 2 et 3 du présent projet de loi et conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée.

La répartition des recettes et des dépenses est donnée aux tableaux en **annexes I et II** à la présente loi.

Texte de l'article :

Le résultat du budget général pour l'année 2012 est définitivement arrêté comme suit :

- recettes : 2 341 472 340 528 FCFA
- dépenses : 2 275 704 724 822 FCFA
- **excédent des recettes sur les dépenses : 65 767 615 706 FCFA.**

IV.2 RESULTAT DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

ARTICLE 11

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet d'établir le résultat des comptes spéciaux du Trésor de la gestion 2012, au vu des montants de recettes et de dépenses arrêtés dans les articles 4 et 5 du présent projet de loi et conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée.

Texte de l'article :

Le résultat des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2012 est définitivement arrêté comme suit :

- Profits : 116 955 087 FCFA
- Pertes : 0 FCFA
- **Profit net : 116 955 087 FCFA.**

*Les profits sur les comptes spéciaux du Trésor sont donnés au tableau en **annexe V** de la présente loi.*

IV.3 PERTES ET PROFITS RESULTANT DE LA GESTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE

ARTICLE 12

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article a pour objet de donner les pertes et les profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie de la gestion 2012 conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique n°2001-09 précitée.

Texte de l'article :

*Les pertes et profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie au 31 décembre 2012 sont arrêtés à **zéro (0) FCFA**.*

V. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2012 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR

ARTICLE 13

EXPOSE DES MOTIFS : Le présent article récapitule le compte de résultat de l'année et autorise son transfert au compte permanent des découverts du Trésor conformément aux dispositions de l'article 36 de la loi organique N°2001-09 du 15 octobre 2001 relative aux lois de finances,

Texte de l'article :

- Le solde créditeur du budget général d'un montant de : **65 767 615 706 FCFA** est transféré en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor.
- Les soldes créditeurs des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2013, d'un montant cumulé de **116 955 087 FCFA** sont transférés en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor.

**LOI DE REGLEMENT
POUR L'ANNEE 2012**

I. CONSTATATION DU MONTANT DEFINITIF DES ENCAISSEMENTS DE RECETTES ET DES ORDONNANCEMENTS DE DEPENSES POUR LA GESTION 2012.

ARTICLE PREMIER

RESULTATS GENERAUX DE L'EXECUTION DES LOIS DE FINANCES POUR L'ANNEE 2012

Les résultats définitifs des lois de finances pour l'année 2012 sont arrêtés aux montants retracés dans le tableau suivant :

En FCFA

RECETTES ENCAISSEES		DEPENSES ORDONNANCEES		SOLDE
A BUDGET GENERAL				
A1 Recettes dont le Trésor est comptable assignataire				
Recettes fiscales	1 386 772 547 019	Titre 1: dette publique	343 200 039 754	
Recettes non fiscales	69 520 738 177	Titre 2: Personnel	456 878 667 215	
Recettes exceptionnelles	102 824 371 376	Titre3: Fonctionnement	306 936 204 436	
Remboursement prêts et avances	2 099 007 561	Titre4: Autres transferts courants	337 841 005 578	
Dons budgétaires	20 086 945 404	Titre5: Investissement exécutés par l'Etat	133 278 396 933	
Emprunts	420 708 933 708	Titre6: transfert en capital	358 110 613 623	
Total recettes	2 002 012 543 245	Total dépenses	1 936 244 927 539	65 767 615 706
Total recettes hors emprunts	1 581 303 609 537	Total dépenses hors dette	1 593 044 887 785	
A2 Recettes dont le Trésor n'est pas comptable assignataire				
Dons projets et legs	131 176 627 725	investissements projet sur dons	131 176 627 725	
Tirages sur emprunts projets	208 283 169 558	Investissements projet sur emprunt	208 283 169 558	
TOTAL RECETTES BUDGET GENERAL (A)	2 341 472 340 528	TOTAL DEPENSES BUDGET GENERAL	2 275 704 724 822	65 767 615 706
B COMPTES SPECIAUX DU TRESOR				
RECETTES	88 566 933 952	DEPENSES	77 417 482 879	11 149 451 073
TOTAL GENERAL RECETTES	2 430 039 274 480	TOTAL GENERAL DEPENSES	2 353 122 207 701	76 917 066 779

I.1 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes du budget général

ARTICLE 2

Les recettes du budget général pour la gestion 2012 sont arrêtées à **2 341 472 340 528 FCFA**.

I.2 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses du budget général

ARTICLE 3

Le montant définitif des dépenses ordonnancées du budget général pour la gestion 2012 est arrêté à **2 275 704 724 822 FCFA**.

I.3 Constatation des montants définitifs des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor

ARTICLE 4

Le montant définitif des encaissements de recettes des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **88 566 933 952 FCFA**. Le tableau qui suit répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.

En FCFA

Type de compte	Recettes encaissées
Comptes d'affectation spéciale	67 077 875 740
Comptes de commerce	0
Comptes de prêts	10 163 239 773
Comptes d'avances	11 325 818 439
Comptes de garantie et d'aval	0
Total général	88 566 933 952

I.4 Constatation des montants définitifs des ordonnancements de dépenses des comptes spéciaux du Trésor

ARTICLE 5

Le montant définitif des dépenses ordonnancées des comptes spéciaux du Trésor est arrêté à **77 417 482 879 FCFA**. Le tableau qui suit, répartit ce montant par catégorie de compte spécial du Trésor.

En FCFA

Type de compte	Dépenses ordonnancées
Comptes d'affectation spéciale	66 040 192 587
Comptes de commerce	0
Comptes de prêts	847 540 612
Comptes d'avances	10 529 749 410
Comptes de garantie et d'aval	0
Total général	77 417 482 879

II. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DU BUDGET

II.1 Ouverture de crédits complémentaires

ARTICLE 6

Il est ouvert, au titre de la gestion 2012, des crédits complémentaires d'un montant de **98 602 617 782 FCFA** ainsi répartis :

TITRES	OUVERTURE DE CREDITS COMPLEMENTAIRES
Titre 2 Personnel	72 857 058 210
Titre 3 Fonctionnement	11 869 795 260
Titre 5 Dépenses en capital	13 716 764 312
Titre 6: Transferts en capital	159 000 000
Total crédits à ouvrir	98 602 617 782

II.2 : Annulation de crédits

ARTICLE 7

Les crédits non consommés du budget général et non reportés sur la gestion 2013 d'un montant total de **122 256 577 925 FCFA** sont annulés au titre de la gestion 2012 conformément au détail ci-après :

En FCFA

TITRES	Crédits non consommés	Crédits reportés sur 2012	Crédits à annuler
Titre 1 Dette publique	13 509 960 246		13 509 960 246
Titre 2 Personnel	65 978 390 995		65 978 390 995
Titre 3 Fonctionnement	12 335 909 604		12 335 909 604
Titre 4 Transfert courant	1 946 675 642		1 946 675 642
Titre 5 Dépenses en capital	34 352 626 509	16 189 740 648	18 162 885 861
Titre 6: Transfert en capital	19 898 014 929	9 575 259 352	10 322 755 577
TOTAL	148 021 577 925	25 765 000 000	122 256 577 925

III. APPROBATION DES DIFFERENCES ENTRE PREVISIONS ET REALISATIONS DES CST

ARTICLE 8

Les crédits non consommés d'un montant de **17 668 270 432 FCFA** sur les comptes spéciaux du Trésor sont annulés conformément à l'article 4 alinéa 5 de la loi organique n° 2001-09 précitée.

Il est ouvert, au titre de la gestion 2012, des crédits complémentaires d'un montant de **16.926.062.311 FCFA** pour les comptes spéciaux du Trésor, comme indiqué dans le tableau ci-après.

En FCFA

LIBELLES	Prévisions	Réalizations	Ecart	
			Ouvertures de crédits complémentaires	Annulations de crédits non consommés
Comptes d'affectation spéciale	60 409 691 000	66 040 192 857	-6 616 312 901	985 811 044
Comptes de commerce	150 000 000	0		150 000 000
Comptes de prêts	16 800 000 000	847 540 612		15 952 459 388
Comptes d'avances	800 000 000	10 529 749 410	-10 309 749 410	580 000 000
Comptes de garantie et d'aval		0		
TOTAL GENERAL	78 159 691 000	77 417 482 879	-16 926 062 311	17 668 270 432

IV. ETABLISSEMENT DU COMPTE DE RESULTAT POUR LA GESTION 2012

ARTICLE 9

Le résumé du compte de résultat de l'année financière 2012 se présente comme suit:

Budget Général	
Recettes	2 341 472 340 528
Dépenses	2 275 704 724 822
Excédents des recettes sur les dépenses	65 767 615 706
Pertes et profits sur Comptes spéciaux du Trésor	
Profits	116 955 087
Pertes	0
Profits nets	116 955 087
Pertes et Profits sur opérations de trésorerie	
Profits	0
Pertes	0
Perte nette	0

IV.1 RESULTAT DU BUDGET GENERAL DE 2012

ARTICLE 10

Le résultat du budget général pour l'année 2012 est définitivement arrêté comme suit :

- recettes : 2 341 472 340 528 FCFA
- dépenses : 2 275 704 724 822 FCFA
- **excédent des recettes sur les dépenses : 65 767 615 706 FCFA.**

IV.2 RESULTAT DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

ARTICLE 11

Le résultat des comptes spéciaux du Trésor pour la gestion 2012 est définitivement

arrêté comme suit :

- Profits : 116 955 087 FCFA
- Pertes : 0 FCFA
- **Profit net : 116 955 087 FCFA.**

Les profits sur les comptes spéciaux du Trésor sont donnés au tableau en **annexe V** de la présente loi.

IV.3 PERTES ET PROFITS RESULTANT DE LA GESTION DES OPERATIONS DE TRESORERIE

ARTICLE 12

Les pertes et profits résultant de la gestion des opérations de trésorerie au 31 décembre 2012 sont arrêtés à **zéro (0) FCFA**.

V. TRANSFERT DU RESULTAT DE L'ANNEE 2012 AU COMPTE PERMANENT DES DECOUVERTS DU TRESOR

ARTICLE 13

- Le solde créditeur du budget général d'un montant de : **65 767 615 706 FCFA** est transféré en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor.
- Les soldes créditeurs des comptes spéciaux du Trésor non reportés sur la gestion 2013, d'un montant cumulé de **116 955 087 FCFA** sont transférés en augmentation du crédit du compte permanent des découverts du Trésor.

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Dakar, le

Par le Président de la République

Macky SALL

Le Premier Ministre

Aminata TOURE

ANNEXES AU PROJET DE LOI

ANNEXE 1
SITUATION DE L'EXECUTION
DES RECETTES DU BUDGET
GENERAL

DEVELOPPEMENT DES RECETTES DU BUDGET GENERAL - ANNEE 2012

Nature de la recette	Loi de finances initiale	Loi de finances rectificative	Recouvrement
071 RECETTES FISCALES			
711 Impôts sur le revenu, les bénéfices et gains en capital	134 500 000 000	136 000 000 000	205 134 288 490
712 Impôts sur les salaires et autres rémunérations	239 100 000 000	239 700 000 000	245 698 838 032
Total impôts sur revenu et sur salaires(711+712)	373 600 000 000	375 700 000 000	450 833 126 522
713 impôts sur le patrimoine	25 900 000 000	25 600 000 000	25 631 698 903
714 Autres impôts directs	600 000 000	0	632 894 551
TOTAL Impôts directs (711+ 712+ 713+ 714)	400 100 000 000	401 300 000 000	477 097 719 976
715 Impôts et taxes intérieurs sur les biens et services	733 700 000 000	691 700 000 000	669 503 670 729
716 Droits de timbre et d'enregistrement	33 100 000 000	32 900 000 000	24 307 807 793
717 Droits et taxes à l'importation	204 000 000 000	207 000 000 000	192 595 746 959
719 Autres recettes fiscales	46 100 000 000	33 500 000 000	23 267 601 562
Total impôts indirects (715+716+717+719)	1 016 900 000 000	965 100 000 000	909 674 827 043
071 TOTAL RECETTES FISCALES(711+715+716+717+719)	1 417 000 000 000	1 366 400 000 000	1 386 772 547 019
072 RECETTES NON FISCALES			
721 Revenu de l'Entreprise et du Domaine	18 600 000 000	19 600 000 000	10 465 113 207
722 Droits et frais administratifs	100 000 000	100 000 000	937 377 957
723 Amendes et condamnations pécuniaires	100 000 000	100 000 000	153 860 174
724 Produits financiers	27 000 000 000	28 000 000 000	28 652 540 033
729 Autres recettes non fiscales	52 200 000 000	47 200 000 000	29 311 846 806
TOTAL RECETTES NON FISCALES (721 à 731)	98 000 000 000	95 000 000 000	69 520 738 177
TOTAL RECETTES FISCALES ET NON FISCALES	1 515 000 000 000	1 461 400 000 000	1 456 293 285 196
74 Dons budgétaires	19 000 000 000	31 700 000 000	20 086 945 404
76 Recettes exceptionnelles (dont PPTE / IADM)	60 000 000 000	59 900 000 000	102 824 371 376
14 Emission de bons du Trésor	115 000 000 000	135 000 000 000	87 847 000 130
17 Autres Emprunts*	206 870 000 000	160 210 000 000	185 680 049 870
29 Remboursement Prêts rétrocédés	3 000 000 000	3 000 000 000	2 099 007 561
16 Emprunt Programme	25 000 000 000	106 600 000 000	147 181 883 708
Total Autres Recettes (74 - 76- 14-16-17-29)	428 870 000 000	496 410 000 000	545 719 258 049
Total Recettes internes (71-72-74-76-14-16-17-29)	1 943 870 000 000	1 957 810 000 000	2 002 012 543 245
Recettes externes			
12 Dons Projet et legs	134 000 000 000	164 000 000 000	131 176 627 725
15 Emprunts projets	189 000 000 000	252 400 000 000	208 283 169 558
Total Recettes externes (12 - 15 - 74)	323 000 000 000	416 400 000 000	339 459 797 283
TOTAL RECETTES BUDGETAIRES	2 266 870 000 000	2 374 210 000 000	2 341 472 340 528

ANNEXE 2
SITUATION DE L'EXECUTION
DES DEPENSES DU BUDGET
GENERAL

DEVELOPPEMENT DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL 2012

Numéro section	Libelle section	code titre	Dotations LFI	Dotations LFR	Dotation LFR sur ressources internes	virements/ transfert	Ouverture / annulation	Reports de crédits	Total crédits de la gestion	Ordonnancements pris en charge
10	Dette publique	1	347 880 000 000	356 710 000 000	356 710 000 000	0			356 710 000 000	343 200 039 754
21	Présidence de la République	2	4 114 615 620	4 285 565 760	4 285 565 760	0			4 285 565 760	5 139 807 171
21	Présidence de la République	3	10 045 999 000	8 207 060 952	8 207 060 952	1 269 400 000	-809 056 134	0	8 667 404 818	7 844 240 700
21	Présidence de la République	4	14 481 728 000	21 714 196 312	21 714 196 312	244 000 000	3 520 658 550	0	25 478 854 862	25 308 854 862
21	Présidence de la République	5	968 000 000	18 983 870 000	918 000 000	0	990 000 000	0	1 908 000 000	1 188 495 212
21	Présidence de la République	6	42 864 337 000	39 683 837 000	39 683 837 000	0	6 162 121 516	300 000 000	46 145 958 516	43 494 337 000
22	Assemblée Nationale	2	7 857 863 800	7 857 863 800	7 857 863 800	0			7 857 863 800	7 857 863 800
22	Assemblée Nationale	3	7 108 345 000	9 353 345 000	9 353 345 000	0		0	9 353 345 000	9 353 345 000
22	Assemblée Nationale	4	91 161 000	91 161 000	91 161 000	0		0	91 161 000	91 161 000
22	Assemblée Nationale	6	750 000 000	750 000 000	750 000 000	0		0	750 000 000	750 000 000
23	Commission Electorale Nationale Autonome	3	0	2 050 000 000	2 050 000 000	1 100 000 000		0	3 150 000 000	3 150 000 000
23	Commission Electorale Nationale Autonome	4	2 300 983 000	2 300 983 000	2 300 983 000	0		0	2 300 983 000	2 300 983 000
24	Conseil Economique et Social	2	2 168 400 000	2 168 400 000	2 168 400 000	0			2 168 400 000	2 336 670 674
24	Conseil Economique et Social	3	4 383 464 000	4 383 464 000	4 383 464 000	0		0	4 383 464 000	3 643 408 000
24	Conseil Economique et Social	4	47 087 000	47 087 000	47 087 000	0		0	47 087 000	47 087 000
25	Conseil Constitutionnel	2	132 285 400	132 285 400	132 285 400	0			132 285 400	179 329 868
25	Conseil Constitutionnel	3	108 370 000	338 370 000	338 370 000	80 000 000	-158 626	0	418 211 374	416 749 333
25	Conseil Constitutionnel	6	43 400 000	43 400 000	43 400 000	0		0	43 400 000	43 400 000
27	Cour Suprême	2	683 864 000	683 864 000	683 864 000	0			683 864 000	686 644 794
27	Cour Suprême	3	915 956 000	915 956 000	915 956 000	0		0	915 956 000	915 956 000
27	Cour Suprême	4	1 977 000	1 977 000	1 977 000	0	-1 977 000	0	0	0
27	Cour Suprême	5	150 000 000	150 000 000	150 000 000	0		0	150 000 000	0

Loi de règlement gestion 2012

Numéro section	Libelle section	code titre	Dotations LFI	Dotations LFR	Dotation LFR sur ressources internes	virements/ transfert	Ouverture / annulation	Reports de crédits	Total crédits de la gestion	Ordonnancements pris en charge
28	Cour des Comptes	2	755 375 760	755 375 760	755 375 760	0			755 375 760	419 856 935
28	Cour des Comptes	3	253 952 000	253 952 000	253 952 000	0	-59 955 354	0	193 996 646	175 912 021
28	Cour des Comptes	5	125 000 000	125 000 000	125 000 000	0		0	125 000 000	62 295 250
28	Cour des Comptes	6	3 165 303 000	3 165 303 000	3 165 303 000	0		0	3 165 303 000	3 165 303 000
29	SENAT	2	3 562 777 000	3 562 777 000	3 562 777 000	0			3 562 777 000	2 672 082
29	SENAT	3	3 422 073 000	3 422 073 000	3 422 073 000	0	-2 751 727 500	0	670 345 500	750 670 345 500
29	SENAT	6	250 000 000	0	0	0		0	0	0
30	Primature	2	1 292 853 640	1 292 853 640	1 292 853 640	0			1 292 853 640	3 133 853
30	Primature	3	3 287 600 090	2 536 631 361	2 536 631 361	0	33 273 416	0	2 569 904 777	143 2 496 186 244
30	Primature	4	4 618 415 000	3 767 849 700	3 767 849 700	0	527 600 000	0	4 295 449 700	4 294 838 450
30	Primature	5	550 000 000	6 880 000 000	550 000 000	0		0	550 000 000	470 049 999
30	Primature	6	4 897 000 000	4 897 000 000	4 897 000 000	0		0	4 897 000 000	4 897 000 000
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	2	18 751 181 460	18 850 545 540	18 850 545 540	0			18 850 545 540	11 386 006
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	3	12 316 726 880	12 008 683 970	12 008 683 970	630 000 000	-156 532 893	0	12 482 151 077	845 24 139 470 239
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	4	5 169 820 000	3 075 897 683	3 075 897 683	0		0	3 075 897 683	2 934 705 336
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	5	4 650 000 000	4 819 274 854	3 322 274 854	0		0	3 322 274 854	430 501 076
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Senegalais de l'Exterieur	6	200 000 000	520 000 000	520 000 000	0		0	520 000 000	520 000 000
32	Ministère des Forces Armées	2	62 322 322 980	62 322 322 980	62 322 322 980	0			62 322 322 980	75 495 394
32	Ministère des Forces Armées	3	22 179 068 000	21 096 401 638	21 096 401 638	263 000 000	477 036 859	0	21 836 438 497	992 21 071 606 497
32	Ministère des Forces Armées	4	2 249 687 000	2 130 918 230	2 130 918 230	170 000 000	120 000 000	0	2 420 918 230	2 413 148 930
32	Ministère des Forces Armées	5	11 470 000 000	11 470 000 000	11 470 000 000	0	6 781 878 484	220 933 103	18 472 811 587	17 035 414 761
32	Ministère des Forces Armées	6	2 180 000 000	680 000 000	680 000 000	0	0	0	680 000 000	680 000 000

Loi de règlement gestion 2012

Numéro section	Libelle section	code titre	Dotations LFI	Dotations LFR	Dotation LFR sur ressources internes	virements/ transfert	Ouverture / annulation	Reports de crédits	Total crédits de la gestion	Ordonnancements pris en charge
33	Ministère de l'Intérieur	2	24 431 937 400	24 974 227 060	24 974 227 060	0			24 974 227 060	28 957 554 510
33	Ministère de l'Intérieur	3	4 604 940 280	10 711 341 301	10 711 341 301	1 158 530 733	-830 332 649	0	11 039 539 385	10 797 094 955
33	Ministère de l'Intérieur	4	8 000 000 000	6 192 279 236	6 192 279 236	0	-3 836 139 236	0	2 356 140 000	1 833 699 220
33	Ministère de l'Intérieur	5	9 975 000 000	10 602 556 104	10 602 556 104	0	280 000 000	3 951 646 099	14 834 202 203	8 513 028 165
33	Ministère de l'Intérieur	6	0	6 500 000 000	6 500 000 000	0	3 472 402 061	0	9 972 402 061	9 835 784 984
34	Ministère de la Justice	2	16 640 937 960	16 640 937 960	16 640 937 960	0			16 640 937 960	16 194 051 785
34	Ministère de la Justice	3	4 801 099 000	4 842 833 074	4 842 833 074	450 000 000	-27 885 248	0	5 264 947 826	5 193 881 976
34	Ministère de la Justice	4	905 862 000	880 718 250	880 718 250	0	-33 519 400	0	847 198 850	847 198 850
34	Ministère de la Justice	5	2 329 000 000	4 175 000 000	2 329 000 000	0		24 295 803	2 353 295 803	2 237 367 192
35	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions	2	814 100 940	1 462 394 480	1 462 394 480	0			1 462 394 480	1 677 938 246
35	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions	3	345 025 380	286 890 798	286 890 798	0	245 395 224	0	532 286 022	516 017 269
35	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions	4	873 870 060	955 470 060	955 470 060	0	27 000 000	0	982 470 060	982 470 060
35	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions	5	468 000 000	736 931 478	736 931 478	0		123 325 280	860 256 758	726 772 767
35	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions	6	140 000 000	140 000 000	140 000 000	0		0	140 000 000	140 000 000
36	Ministère des relations avec les institutions	2	120 719 080	96 205 080	96 205 080	0			96 205 080	128 987 434
36	Ministère des relations avec les institutions	3	214 739 820	90 720 325	90 720 325	0		0	90 720 325	79 079 153
36	Ministère des relations avec les institutions	5	325 000 000	196 160 781	196 160 781	0		0	196 160 781	196 160 781
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	2	923 821 680	226 104 680	226 104 680	0			226 104 680	
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	3	168 926 520	30 950 912	30 950 912	0		0	30 950 912	31 301 750
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	4	204 920 000	75 000 000	75 000 000	0		0	75 000 000	75 000 000
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	5	117 000 000	68 545 142	68 545 142	0		0	68 545 142	68 545 142
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	6	243 000 000	0	0	0		0	0	0

Loi de règlement gestion 2012

Numéro section	Libelle section	code titre	Dotations LFI	Dotations LFR	Dotation LFR sur ressources internes	virements/transfert	Ouverture / annulation	Reports de crédits	Total crédits de la gestion	Ordonnancements pris en charge
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	2	181 235 260	81 871 180	81 871 180	0			81 871 180	268 107 590
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	3	283 386 000	200 475 941	200 475 941	0	-166 003 602	0	34 472 339	33 397 759
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	4	40 813 860	0	0	0		0	0	0
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	5	280 000 000	87 725 146	87 725 146	0		0	87 725 146	87 725 146
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	6	320 000 000	0	0	0		0	0	0
40	Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes	2	1 441 340 080	1 441 340 080	1 441 340 080	0			1 441 340 080	1 150 848 598
40	Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes	3	470 970 060	331 628 454	331 628 454	0	-50 952 950	0	280 675 504	241 085 028
40	Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes	4	153 447 100	124 690 502	124 690 502	0	-1 943 000	0	122 747 502	122 747 502
40	Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes	5	2 632 000 000	11 705 000 000	4 205 000 000	0	-73 000 000	39 475 720	4 171 475 720	3 890 239 341
40	Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes	6	2 423 200 000	2 223 200 000	2 223 200 000	0	-1 698 200 000	0	525 000 000	525 000 000
41	Ministère des Infrastructures et des Transports	2	805 473 200	926 283 280	926 283 280	0			926 283 280	552 480 314
41	Ministère des Infrastructures et des Transports	3	511 960 020	421 601 213	421 601 213	0	-14 681 813	0	406 919 400	402 015 990
41	Ministère des Infrastructures et des Transports	4	322 564 740	154 053 910	154 053 910	0	-132 550 000	0	21 503 910	21 503 910
41	Ministère des Infrastructures et des Transports	5	4 170 000 000	134 307 037 845	692 187 845	0		0	692 187 845	473 238 054
41	Ministère des Infrastructures et des Transports	6	104 935 000 000	78 861 000 000	78 861 000 000	0		0	78 861 000 000	78 491 000 000
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural	2	2 420 438 660	2 420 438 660	2 420 438 660	0			2 420 438 660	2 939 253 090
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural	3	995 622 080	736 836 153	736 836 153	0	1 832 573	0	738 668 726	741 744 226
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural	4	5 472 126 100	5 022 608 005	5 022 608 005	0	-25 850 000	0	4 996 758 005	4 996 637 526
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural	5	2 270 000 000	44 086 000 000	2 948 000 000	0	-260 000 000	384 653 253	3 072 653 253	1 973 174 332
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Equipeement Rural	6	42 995 675 000	90 795 263 501	90 795 263 501	0	260 000 000	0	91 055 263 501	90 920 140 892

Loi de règlement gestion 2012

Numéro section	Libelle section	code titre	Dotations LFI	Dotations LFR	Dotation LFR sur ressources internes	virements/transfert	Ouverture / annulation	Reports de crédits	Total crédits de la gestion	Ordonnancements pris en charge
43	Ministère de l'Economie et des Finances	2	17 968 461 460	17 981 061 460	17 981 061 460	0			17 981 061 460	17 769 906 506
43	Ministère de l'Economie et des Finances	3	7 367 019 556	6 923 035 639	6 923 035 639	53 844 556	-658 681 474	0	6 318 198 721	5 884 013 874
43	Ministère de l'Economie et des Finances	4	4 224 441 040	4 053 698 151	4 053 698 151	0	143 266 573	0	4 196 964 724	4 196 964 724
43	Ministère de l'Economie et des Finances	5	48 018 285 000	32 826 945 905	31 730 945 905	0	-8 172 435 650	4 832 069 517	28 390 579 772	39 334 061 928
43	Ministère de l'Economie et des Finances	6	55 080 800 000	60 953 450 095	60 953 450 095	-2 000 000 000	-5 466 607 725	271 134 365	53 757 976 735	41 272 018 743 688 369
44	Ministère de l'Energie et des Mines	2	521 749 520	526 304 860	526 304 860	0			526 304 860	096
44	Ministère de l'Energie et des Mines	3	204 205 600	174 408 236	174 408 236	0	-8 357 340	0	166 050 896	154 333 050
44	Ministère de l'Energie et des Mines	4	1 385 568 460	317 360 309	317 360 309	2 124 652 664		0	2 442 012 973	2 442 012 973
44	Ministère de l'Energie et des Mines	5	1 749 000 000	28 289 254 476	1 780 254 476	0	100 000 000	272 509 348	2 152 763 824	1 119 462 417
44	Ministère de l'Energie et des Mines	6	1 085 000 000	5 715 000 000	5 715 000 000	0		0	5 715 000 000	5 235 000 000 1 230 652
45	Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel	2	1 292 194 380	1 558 877 900	1 558 877 900	-161 237 460			1 397 640 440	817
45	Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel	3	365 235 880	354 245 976	354 245 976	-11 738 657	-16 224 631	0	326 282 688	298 514 547
45	Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel	4	970 106 320	1 654 554 733	1 654 554 733	0	175 725 175	0	1 830 279 908	1 830 279 908
45	Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel	5	560 000 000	2 006 693 327	776 693 327	0		9 971 000	786 664 327	671 346 491
45	Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel	6	680 000 000	970 000 000	970 000 000	0		0	970 000 000	1 010 000 000 1 922 694
46	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	2	1 737 297 360	1 246 985 220	1 246 985 220	0			1 246 985 220	759
46	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	3	574 208 680	305 073 793	305 073 793	0	-3 868 050	0	301 205 743	292 991 107
46	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	4	316 599 120	150 161 240	150 161 240	0		0	150 161 240	150 161 240
46	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	5	11 326 000 000	11 167 784 095	2 167 784 095	0		1 355 918 399	3 523 702 494	2 928 491 993
46	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	6	36 152 000 000	17 326 426 525	17 326 426 525	-2 700 000 000	1 500 000 000	0	16 126 426 525	16 016 426 525

Loi de règlement gestion 2012

Numéro section	Libelle section	code titre	Dotations LFI	Dotations LFR	Dotation LFR sur ressources internes	virements/ transfert	Ouverture / annulation	Reports de crédits	Total crédits de la gestion	Ordonnancements pris en charge
49	Ministère du Tourisme et des Loisirs	2	631 094 000	223 343 720	223 343 720	246 512 820			469 856 540	898 431 190
49	Ministère du Tourisme et des Loisirs	3	229 300 520	57 400 210	57 400 210	23 327 477	-20 489 725	0	60 237 962	58 815 270
49	Ministère du Tourisme et des Loisirs	4	478 315 240	240 526 000	240 526 000	5 493 392	-4 536 392	0	241 483 000	241 483 000
49	Ministère du Tourisme et des Loisirs	5	670 000 000	149 419 618	149 419 618	0		7 009 200	156 428 818	275 239 013
49	Ministère du Tourisme et des Loisirs	6	730 000 000	440 000 000	440 000 000	0		0	440 000 000	440 000 000
50	Ministère de l'Education Nationale	2	158 555 980 440	158 699 013 740	158 699 013 740	0			158 699 013 740	988 208 088 802
50	Ministère de l'Education Nationale	3	117 385 956 000	114 160 264 534	114 160 264 534	0	-100 346 481	0	114 059 918 053	112 341 993 120
50	Ministère de l'Education Nationale	4	1 487 405 000	1 536 905 000	1 536 905 000	0		0	1 536 905 000	1 536 904 972
50	Ministère de l'Education Nationale	5	18 108 000 000	48 495 500 000	18 058 500 000	0		3 728 509 747	21 787 009 747	17 584 484 655
50	Ministère de l'Education Nationale	6	2 030 000 000	2 087 000 000	2 087 000 000	0		0	2 087 000 000	2 030 000 000
52	Ministère des Sports	2	1 171 173 920	1 171 173 920	1 171 173 920	0			1 171 173 920	
52	Ministère des Sports	3	3 540 817 080	3 356 142 226	3 356 142 226	31 437 500	-60 412 790	0	3 327 166 936	3 125 701 072
52	Ministère des Sports	4	500 275 000	819 171 250	819 171 250	0	-220 471 250	0	598 700 000	347 500 000
52	Ministère des Sports	5	100 000 000	2 799 000 000	802 000 000	0		427 310 548	1 229 310 548	627 392 166
52	Ministère des Sports	6	1 500 000 000	798 000 000	798 000 000	0		0	798 000 000	0
53	Ministère de la Culture	2	1 175 624 740	1 216 821 480	1 216 821 480	-246 512 820			970 308 660	819 925 112
53	Ministère de la Culture	3	632 652 180	420 037 287	420 037 287	-14 103 444	-11 104 544	0	394 829 299	350 407 852
53	Ministère de la Culture	4	4 309 833 380	3 392 948 908	3 392 948 908	-5 493 392	-243 900	0	3 387 211 616	3 387 201 616
53	Ministère de la Culture	5	1 485 000 000	1 912 744 584	1 127 594 584	0		55 824 383	1 183 418 967	389 024 064
53	Ministère de la Culture	6	2 055 000 000	1 330 000 000	1 330 000 000	0		0	1 330 000 000	677 500 000
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2	36 532 629 086	37 008 530 226	37 008 530 226	0			37 008 530 226	516 30 449 287
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	3	10 125 322 000	8 261 692 789	8 261 692 789	0	1 471 615 552	0	9 733 308 341	9 269 003 386
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	4	24 902 337 000	24 908 760 100	24 908 760 100	0	-1 894 931 750	0	23 013 828 350	23 013 783 400
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	5	12 312 000 000	35 908 657 716	12 134 657 716	0	-134 000 000	3 219 152 334	15 219 810 050	11 358 642 537
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	6	2 859 000 000	3 364 484 839	3 364 484 839	0	154 000 000	0	3 518 484 839	3 518 484 839

Loi de règlement gestion 2012

Numéro section	Libelle section	code titre	Dotations LFI	Dotations LFR	Dotation LFR sur ressources internes	virements/transfert	Ouverture / annulation	Reports de crédits	Total crédits de la gestion	Ordonnancements pris en charge
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques	2	1 164 878 260	7 760 052 060	7 760 052 060	-6 521 236 340			1 238 815 720	1 905 657 019
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques	3	688 235 640	4 227 593 616	4 227 593 616	-958 511 904	-32 561 697	0	3 236 520 015	3 191 407 343
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques	4	175 075 000	713 268 875	713 268 875	-73 296 000	-1 910 000	0	638 062 875	628 518 500
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques	5	530 000 000	7 208 060 299	3 250 060 299	0		8 887 142	3 258 947 441	1 068 733 502
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques	6	425 000 000	3 013 000 000	3 013 000 000	0		0	3 013 000 000	1 649 000 000
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	2	3 856 152 480	3 932 511 480	3 932 511 480	0			3 932 511 480	4 247 981 136
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	3	2 917 381 180	2 153 871 306	2 153 871 306	0	-161 064 808	0	1 992 806 498	1 808 096 835
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	4	368 122 800	535 009 278	535 009 278	0	-155 100 000	0	379 909 278	379 909 278
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	5	4 175 000 000	22 769 966 053	4 834 836 053	0	909 980 000	393 621 112	6 138 437 165	3 843 291 533
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	6	4 300 000 000	4 350 000 000	4 350 000 000	0	-2 966 586 625	0	1 383 413 375	1 366 217 640
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	2	607 447 020	93 156 160	93 156 160	0			93 156 160	
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	3	260 576 580	85 650 941	85 650 941	0		0	85 650 941	40 508 355
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	4	342 528 000	121 867 200	121 867 200	0		0	121 867 200	96 867 200
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	5	179 000 000	55 741 956	55 741 956	0		0	55 741 956	55 619 364
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	6	1 171 000 000	100 000 000	100 000 000	0		0	100 000 000	100 000 000
58	Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Feminin	2	1 097 815 740	1 459 211 160	1 459 211 160	0			1 459 211 160	1 811 838 532
58	Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Feminin	3	1 023 861 900	719 984 331	719 984 331	0	-26 476 257	0	693 508 074	654 035 453
58	Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Feminin	4	756 430 220	777 491 821	777 491 821	0	96 901 779	0	874 393 600	874 055 200
58	Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Feminin	5	1 467 000 000	37 901 961 871	2 303 961 871	0		407 758 500	2 711 720 371	1 204 215 171
58	Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Feminin	6	1 423 000 000	3 488 000 000	3 488 000 000	0		0	3 488 000 000	3 488 000 000

Loi de règlement gestion 2012

Numéro section	Libelle section	code titre	Dotations LFI	Dotations LFR	Dotation LFR sur ressources internes	virements/ transfert	Ouverture / annulation	Reports de crédits	Total crédits de la gestion	Ordonnancements pris en charge
59	Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	2	8 318 695 340	1 797 459 000	1 797 459 000	6 682 473 800			8 479 932 800	4 342 295 369
59	Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	3	6 116 264 000	1 829 694 637	1 829 694 637	971 026 528		0	2 800 721 165	2 435 315 735
59	Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	4	941 105 000	360 583 000	360 583 000	73 296 000		0	433 879 000	360 583 000
59	Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	5	1 735 000 000	2 634 783 211	327 783 211	0		846 326 868	1 174 110 079	1 328 115 205
59	Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	6	4 104 000 000	139 000 000	139 000 000	0		0	139 000 000	258 000 000 17 778 791
60	Charges non Réparties	2	51 854 202 214	58 241 382 914	58 241 382 914	0			58 241 382 914	949
60	Charges non Réparties	3	96 722 528 744	81 717 664 265	81 717 664 265	-5 510 212 789	-2 777 052 895	0	73 430 398 581	68 928 913 788
60	Charges non Réparties	4	111 646 613 250	148 099 527 777	148 099 527 777	-5 764 652 664	-12 807 229 361	0	129 527 645 752	128 797 202 502 1 860 888
62	Min Elevage	2	1 691 004 300	1 691 004 300	1 691 004 300	0			1 691 004 300	229
62	Min Elevage	3	511 198 680	420 680 413	420 680 413	0	-2 841 460	0	417 838 953	378 321 443
62	Min Elevage	4	204 595 820	204 595 820	204 595 820	0		0	204 595 820	199 931 340
62	Min Elevage	5	3 726 000 000	7 804 000 000	3 881 000 000	0	-917 150 000	1 314 719 018	4 278 569 018	3 579 072 824
62	Min Elevage	6	763 000 000	568 000 000	568 000 000	0	2 600 000 000	0	3 168 000 000	3 118 000 000
63	Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique	2	298 820 060	298 820 060	298 820 060	0			298 820 060	42 890 036
63	Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique	3	494 859 420	765 224 653	765 224 653	230 000 000	-11 103 679	0	984 120 974	983 270 533
63	Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique	4	921 370 000	981 523 400	981 523 400	0		0	981 523 400	981 523 400
63	Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique	5	665 000 000	1 665 000 000	665 000 000	0		0	665 000 000	583 461 256
63	Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique	6	7 700 000 000	7 700 000 000	7 700 000 000	0		0	7 700 000 000	7 700 000 000

Loi de règlement gestion 2012

Numéro section	Libelle section	code titre	Dotations LFI	Dotations LFR	Dotation LFR sur ressources internes	virements/transfert	Ouverture / annulation	Reports de crédits	Total crédits de la gestion	Ordonnancements pris en charge
64	Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance	2	244 908 100	133 849 180	133 849 180	0			133 849 180	
64	Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance	3	145 852 940	36 807 441	36 807 441	0		0	36 807 441	36 807 441
64	Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance	5	305 000 000	1 985 060 805	80 060 805	0		61 867 632	141 928 437	82 059 135
64	Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance	6	0	0	0	0		0	0	0
65	Ministère de l'Amenagement du Territoire et des Collectivités Locales	2	1 396 277 900	1 396 277 900	1 396 277 900	0			1 396 277 900	826 938 041
65	Ministère de l'Amenagement du Territoire et des Collectivités Locales	3	375 088 800	422 783 078	422 783 078	0	-6 883 590	0	415 899 488	362 865 120
65	Ministère de l'Amenagement du Territoire et des Collectivités Locales	4	18 386 815 260	17 425 710 000	17 425 710 000	0	350 000 000	0	17 775 710 000	17 775 709 998
65	Ministère de l'Amenagement du Territoire et des Collectivités Locales	5	400 000 000	22 478 000 000	640 000 000	0		61 495 879	701 495 879	612 619 720
65	Ministère de l'Amenagement du Territoire et des Collectivités Locales	6	13 600 000 000	16 260 000 000	16 260 000 000	0		0	16 260 000 000	15 870 000 000
66	Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire	2	602 927 820	425 344 740	425 344 740	0			425 344 740	247 969 758
66	Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire	3	193 451 040	31 662 305	31 662 305	0		0	31 662 305	37 527 647
66	Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire	4	140 060 000	0	0	0		0	0	0
66	Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire	5	160 000 000	1 194 425 208	74 425 208	0		0	74 425 208	74 425 208
66	Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire	6	6 852 000 000	100 000 000	100 000 000	0		0	100 000 000	0
67	Ministère des Energies Renouvelables	2	86 101 200	32 872 800	32 872 800	0			32 872 800	
67	Ministère des Energies Renouvelables	3	147 080 500	5 322 416	5 322 416	0		0	5 322 416	3 445 069
67	Ministère des Energies Renouvelables	5	450 000 000	559 182 491	59 182 491	0		44 945 819	104 128 310	104 078 290
67	Ministère des Energies Renouvelables	6	250 000 000	0	0	0		0	0	0

Loi de règlement gestion 2012

Numéro section	Libelle section	code titre	Dotations LFI	Dotations LFR	Dotation LFR sur ressources internes	virements/transfert	Ouverture / annulation	Reports de crédits	Total crédits de la gestion	Ordonnancements pris en charge
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	2	0	608 998 080	608 998 080	0			608 998 080	
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	3	0	175 854 858	175 854 858	6 000 000	-4 920 817	0	176 934 041	380 118 459
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	4	0	54 153 682	54 153 682	0		0	54 153 682	54 153 682
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	5	0	17 527 215 905	5 031 215 905	0	50 000 000	0	5 081 215 905	2 585 689 775
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	6	0	8 869 000 000	8 869 000 000	4 700 000 000	-1 500 000 000	0	12 069 000 000	11 969 000 000
72	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Retention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	2	169 768 000	93 409 000	93 409 000	0			93 409 000	
72	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	3	187 486 620	42 813 317	42 813 317	0		0	42 813 317	42 813 317
72	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Retention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	4	416 066 560	140 000 000	140 000 000	0		0	140 000 000	140 000 000
72	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	5	925 000 000	265 163 947	265 163 947	0		175 038 545	440 202 492	438 171 192
72	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	6	1 045 000 000	995 000 000	995 000 000	0		50 000 000	1 045 000 000	1 045 000 000
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	2	2 031 010 300	2 031 010 300	2 031 010 300	0			2 031 010 300	693 588
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	3	2 729 117 000	2 065 820 929	2 065 820 929	0	362 296 995	0	2 428 117 924	2 028 435 467
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	4	80 299 708 000	79 968 748 400	79 968 748 400	3 440 000 000	20 727 475 600	0	104 136 224 000	104 136 223 999
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	5	368 000 000	9 368 000 000	368 000 000	0		2 349 786 706	2 717 786 706	2 523 692 993
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	6	7 886 000 000	7 886 000 000	7 886 000 000	0		0	7 886 000 000	7 886 000 000
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	2	450 057 780	110 977 000	110 977 000	0			110 977 000	
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	3	231 668 000	0	0	0		0	0	0
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	4	596 464 000	0	0	0		0	0	0
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	5	270 000 000	41 879 173	41 879 173	0		22 740 076	64 619 249	41 879 173
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	6	730 000 000	0	0	0		0	0	0

Loi de règlement gestion 2012

Numéro section	Libelle section	code titre	Dotations LFI	Dotations LFR	Dotation LFR sur ressources internes	virements/transfert	Ouverture / annulation	Reports de crédits	Total crédits de la gestion	Ordonnancements pris en charge
78	Ministère Chargé des Elections	2	622 184 660	79 895 000	79 895 000	0			79 895 000	
78	Ministère Chargé des Elections	3	16 208 112 000	2 875 599 880	2 875 599 880	0		0	2 875 599 880	1 935 711 513
78	Ministère Chargé des Elections	5	0	581 093 050	581 093 050	0		430 560 225	1 011 653 275	3 512 120 110
81	Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation	2	0	0	0	0			0	
81	Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation	3	0	0	0	14 000 000	-14 000 000	0	0	0
81	Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation	4	0	0	0	0	10 000 000	0	10 000 000	0

RECAPITULATIF BUDGET GENERAL 2012

TITRES		DOTATION LFI	DOTATION LFR	Ressources internes LFR	VIREMENTS/transfert	OUVERTURE ANNULATION	REPORTS CREDIT	CREDITS DE LA GESTION	Ordonnancements pris en charge
Titre 1	Dettes publiques	347 880 000 000	356 710 000 000	356 710 000 000	0	0	0	356 710 000 000	343 200 039 754
Titre 2	dépenses de personnel	443 500 000 000	450 000 000 000	450 000 000 000	0	0	0	450 000 000 000	456 878 667 215
Titre 3	dépenses de fonctionnement	345 795 703 670	313 808 545 168	313 808 545 168	-214 000 000	-6 192 226 388	0	307 402 318 780	306 936 204 436
Titre 4	transferts courants	298 704 296 330	332 991 454 832	332 991 454 832	214 000 000	6 582 226 388	0	339 787 681 220	337 841 005 578
Titre 5	investissements exécutés par l'Etat	150 162 285 000	545 988 635 040	129 588 635 040	0	-444 727 166	24 770 351 256	153 914 259 130	133 278 396 933
Titre 6	transferts en capital	357 827 715 000	374 711 364 960	374 711 364 960	0	2 517 129 227	621 134 365	377 849 628 552	358 110 613 623
TOTA GENERAL		1 943 870 000 000	2 374 210 000 000	1 957 810 000 000	0	2 462 402 061	25 391 485 621	1 985 663 887 682	1 936 244 927 539

ANNEXE III
SITUATION DE L'EXECUTION
DES COMPTES SPECIAUX
DU TRESOR

**SITUATION DE L'EXECUTION DES DEPENSES SUR COMPTES SPECIAUX DU TRESOR
GESTION 2012**

LIBELLES	LFI	LFR 1	Modificatio ns	Total crédits ouverts	Ordonnanceme nts PEC	Crédits disponibles
Comptes d'affectation spéciale						
96.101 Fonds national de retraite	58 000 000 000	58 000 000 000		58 000 000 000	64 616 312 901	-6 616 312 901
96.102 Frais de cont. des stes à particip publique	210 000 000	210 000 000		210 000 000	166 828 051	43 171 949
96.103 Caisse d'encouragement à la pêche	900 000 000	900 000 000	243 691 000	1 143 691 000	1 089 914 505	53 776 495
96.104 Fonds de lutte contre l'incendie	1 056 000 000	1 056 000 000		1 056 000 000	167 137 400	888 862 600
Sous-total	60 166 000 000	60 166 000 000	243 691 000	60 409 691 000	66 040 192 857	-5 630 501 857
Comptes de commerce						
96.201 Opérations des armées à caractère industriel et com.	150 000 000	150 000 000		150 000 000	0	150 000 000
Sous-total	150 000 000	150 000 000		150 000 000	0	150 000 000
Comptes de prêts						
96.503 Prêts aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000		800 000 000	0	800 000 000
96.507 Prêts aux particuliers	16 000 000 000	16 000 000 000		16 000 000 000	847 540 612	15 152 459 388
Sous-total	16 800 000 000	16 800 000 000		16 800 000 000	847 540 612	15 952 459 388
Comptes d'avances						
96.605 Avances aux collectivités locales	800 000 000	800 000 000		800 000 000	220 000 000	580 000 000
96.609 Avances à 1 an à divers agents	0	0		0	10 309 749 410	-10 309 749 410
Sous-total	800 000 000	800 000 000		800 000 000	10 529 749 410	-9 729 749 410
Total général	77 916 000 000	77 916 000 000		78 159 691 000	77 417 482 879	742 208 121

SITUATION DE L'EXECUTION DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR AU 31 DECEMBRE 2012

Nomenclature	Solde d'entrée	Crédits	Débits	Solde de sortie
Comptes d'affectation spéciale	-			
96 101 Fonds national de retraite	43 699 816 896	65 537 040 697	64 616 312 901	44 620 544 692
96102 Frais de contrôle des entreprises publiques		205 982 276	166 828 051	
96 103 Caisse d'encouragement à la pêche		1 163 209 719	1 089 914 505	
96 104 Fonds de lutte contre l'incendie		171 643 048	167 137 400	
Sous Total	43 699 816 896	67 077 875 740	66 040 192 857	44 620 544 692
Comptes de commerce	-			
96 201 Opération à caractère indust des armées	34 054 689	0	0	34 054 689
Sous total	34 054 689	0	0	34 054 689
Comptes de prêts	-			
96 503 Prêts aux collectivités locales	-500 000 000	0	0	-500 000 000
96 505 Prêts à divers particuliers	-1 400 000 000			-1 400 000 000
96 507 Prêts aux particuliers	8 376 647 635	10 163 239 773	847 540 612	17 692 346 796
Sous total	6 476 647 635	10 163 239 773	847 540 612	15 792 346 796
Comptes d'avances	-			
96 602	-150 000 000	0	0	-150 000 000
96605 Avances a 1 an aux collect. Locales	-1 647 527 155		220 000 000	-1 867 527 155
96607 Avances à 1 an à divers organismes	-1 594 621 499	593 184 728		-1 001 436 771
96 609 Avances 1 an aux particuliers	-947 320 185	10 732 633 711	10 309 749 410	-524 435 884
Sous total	-4 339 468 839	11 325 818 439	10 529 749 410	-3 543 399 810
Comptes de garantie et d'avals	-			
96 701 comptes de garantie et aval	-1 686 625 220	0	0	-1 686 625 220
Sous total	-1 686 625 220	0	0	-1 686 625 220
TOTAL GENERAL	44 184 425 161	88 566 933 952	77 417 482 879	55 216 921 147

ANNEXE IV
SITUATION DES CREDITS NON
CONSOMMES ET DES DEPASSEMENTS
PAR SECTION ET PAR TITRE

SITUATION DES DEPASSEMENTS DU BUDGET GENERAL PAR SECTION ET PAR TITRE_GESTION 2012

Numéro section	Libelle section	code titre	Crédits de la gestion	Ordonnancements pris en charge	Dépassements
21	Présidence de la République	2	4 285 565 760	5 139 807 171	-854 241 411
24	Conseil Economique et Social	2	2 168 400 000	2 336 670 674	-168 270 674
25	Conseil Constitutionnel	2	132 285 400	179 329 868	-47 044 468
27	Cour Suprême	2	683 864 000	686 644 794	-2 780 794
28	Cour des Comptes	2	755 375 760	856 935 419	-101 559 659
30	Primature	2	1 292 853 640	3 133 853 143	-1 840 999 503
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	3	12 482 151 077	24 139 470 239	-11 657 319 162
32	Ministère des Forces Armées	2	62 322 322 980	75 495 394 992	-13 173 072 012
33	Ministère de l'Intérieur	2	24 974 227 060	28 957 554 510	-3 983 327 450
35	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions	2	1 462 394 480	1 677 938 246	-215 543 766
36	Ministère des relations avec les institutions	2	96 205 080	128 987 434	-32 782 354
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	3	30 950 912	31 301 750	-350 838
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	2	81 871 180	268 107 590	-186 236 410
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	2	2 420 438 660	2 939 253 090	-518 814 430
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	3	738 668 726	741 744 226	-3 075 500
43	Ministère de l'Économie et des Finances	5	28 390 579 772	39 334 061 928	-10 943 482 156
44	Ministère de l'Énergie et des Mines	2	526 304 860	688 369 096	-162 064 236
45	Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel	6	970 000 000	1 010 000 000	-40 000 000
46	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	2	1 246 985 220	1 922 694 759	-675 709 539
49	Ministère du Tourisme et des Loisirs	5	156 428 818	275 239 013	-118 810 195
50	Ministère de l'Éducation Nationale	2	158 699 013 740	208 088 802 988	-49 389 789 248
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques	2	1 238 815 720	1 905 657 019	-666 841 299
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	2	3 932 511 480	4 247 981 136	-315 469 656
58	Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Féminin	2	1 459 211 160	1 811 838 532	-352 627 372
59	Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	5	1 174 110 079	1 328 115 205	-154 005 126
59	Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	6	139 000 000	258 000 000	-119 000 000
62	Min. Elevage	2	1 691 004 300	1 860 888 229	-169 883 929
66	Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire	3	31 662 305	37 527 647	-5 865 342
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	3	176 934 041	380 118 459	-203 184 418
78	Ministère Chargé des Elections	5	1 011 653 275	3 512 120 110	-2 500 466 835

SITUATION DES CREDITS NON CONSOMMES DU BUDGET GENERAL PAR SECTION ET PAR TITRE_GESTION 2012

Numéro section	Libelle section	code titre	Crédits de la gestion	Ordonnancements pris en charge	Crédits non consommés
10	Dettes publiques	1	356 710 000 000	343 200 039 754	13 509 960 246
21	Présidence de la République	3	8 667 404 818	7 844 240 700	823 164 118
21	Présidence de la République	4	25 478 854 862	25 308 854 862	170 000 000
21	Présidence de la République	5	1 908 000 000	1 188 495 212	719 504 788
21	Présidence de la République	6	46 145 958 516	43 494 337 000	2 651 621 516
22	Assemblée Nationale	2	7 857 863 800	7 857 863 800	0
22	Assemblée Nationale	3	9 353 345 000	9 353 345 000	0
22	Assemblée Nationale	4	91 161 000	91 161 000	0
22	Assemblée Nationale	6	750 000 000	750 000 000	0
23	Commission Electorale Nationale Autonome	3	3 150 000 000	3 150 000 000	0
23	Commission Electorale Nationale Autonome	4	2 300 983 000	2 300 983 000	0
24	Conseil Economique et Social	3	4 383 464 000	3 643 408 000	740 056 000
24	Conseil Economique et Social	4	47 087 000	47 087 000	0
25	Conseil Constitutionnel	3	418 211 374	416 749 333	1 462 041
25	Conseil Constitutionnel	6	43 400 000	43 400 000	0
27	Cour Suprême	3	915 956 000	915 956 000	0
27	Cour Suprême	4	0	0	0
27	Cour Suprême	5	150 000 000	0	150 000 000
28	Cour des Comptes	3	193 996 646	175 912 021	18 084 625
28	Cour des Comptes	5	125 000 000	62 295 250	62 704 750
28	Cour des Comptes	6	3 165 303 000	3 165 303 000	0
29	SENAT	2	3 562 777 000	2 672 082 750	890 694 250
29	SENAT	3	670 345 500	670 345 500	0
29	SENAT	6	0	0	0
30	Primature	3	2 569 904 777	2 496 186 244	73 718 533
30	Primature	4	4 295 449 700	4 294 838 450	611 250
30	Primature	5	550 000 000	470 049 999	79 950 001
30	Primature	6	4 897 000 000	4 897 000 000	0
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	2	18 850 545 540	11 386 006 845	7 464 538 695
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	4	3 075 897 683	2 934 705 336	141 192 347
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	5	3 322 274 854	430 501 076	2 891 773 778
31	Ministère des Affaires Etrangères et des Sénégalais de l'Extérieur	6	520 000 000	520 000 000	0
32	Ministère des Forces Armées	3	21 836 438 497	21 071 606 497	764 832 000
32	Ministère des Forces Armées	4	2 420 918 230	2 413 148 930	7 769 300
32	Ministère des Forces Armées	5	18 472 811 587	17 035 414 761	1 437 396 826
32	Ministère des Forces Armées	6	680 000 000	680 000 000	0
33	Ministère de l'Intérieur	3	11 039 539 385	10 797 094 955	242 444 430
33	Ministère de l'Intérieur	4	2 356 140 000	1 833 699 220	522 440 780
33	Ministère de l'Intérieur	5	14 834 202 203	8 513 028 165	6 321 174 038

Loi de règlement gestion 2012

33	Ministère de l'Intérieur	6	9 972 402 061	9 835 784 984	136 617 077
34	Ministère de la Justice	2	16 640 937 960	16 194 051 785	446 886 175
34	Ministère de la Justice	3	5 264 947 826	5 193 881 976	71 065 850
34	Ministère de la Justice	4	847 198 850	847 198 850	0
34	Ministère de la Justice	5	2 353 295 803	2 237 367 192	115 928 611
35	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions	3	532 286 022	516 017 269	16 268 753
35	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions	4	982 470 060	982 470 060	0
35	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions	5	860 256 758	726 772 767	133 483 991
35	Ministère de la Fonction Publique, du Travail et des Relations avec les Institutions	6	140 000 000	140 000 000	0
36	Ministère des relations avec les institutions	3	90 720 325	79 079 153	11 641 172
36	Ministère des relations avec les institutions	5	196 160 781	196 160 781	0
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	2	226 104 680		226 104 680
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	4	75 000 000	75 000 000	0
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	5	68 545 142	68 545 142	0
37	Ministère du Travail et des Organisations Professionnelles	6	0	0	0
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	3	34 472 339	33 397 759	1 074 580
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	4	0	0	0
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	5	87 725 146	87 725 146	0
39	Ministère des Sénégalais de l'Extérieur	6	0	0	0
40	Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes	2	1 441 340 080	1 150 848 598	290 491 482
40	Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes	3	280 675 504	241 085 028	39 590 476
40	Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes	4	122 747 502	122 747 502	0
40	Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes	5	4 171 475 720	3 890 239 341	281 236 379
40	Ministère de la Pêche et des Affaires Maritimes	6	525 000 000	525 000 000	0
41	Ministère des Infrastructures et des Transports	2	926 283 280	552 480 314	373 802 966
41	Ministère des Infrastructures et des Transports	3	406 919 400	402 015 990	4 903 410
41	Ministère des Infrastructures et des Transports	4	21 503 910	21 503 910	0
41	Ministère des Infrastructures et des Transports	5	692 187 845	473 238 054	218 949 791
41	Ministère des Infrastructures et des Transports	6	78 861 000 000	78 491 000 000	370 000 000
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	4	4 996 758 005	4 996 637 526	120 479
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	5	3 072 653 253	1 973 174 332	1 099 478 921
42	Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement Rural	6	91 055 263 501	90 920 140 892	135 122 609
43	Ministère de l'Économie et des Finances	2	17 981 061 460	17 769 906 506	211 154 954
43	Ministère de l'Économie et des Finances	3	6 318 198 721	5 884 013 874	434 184 847
43	Ministère de l'Économie et des Finances	4	4 196 964 724	4 196 964 724	0
43	Ministère de l'Économie et des Finances	6	53 757 976 735	41 272 018 743	12 485 957 992
44	Ministère de l'Énergie et des Mines	3	166 050 896	154 333 050	11 717 846
44	Ministère de l'Énergie et des Mines	4	2 442 012 973	2 442 012 973	0
44	Ministère de l'Énergie et des Mines	5	2 152 763 824	1 119 462 417	1 033 301 407
44	Ministère de l'Énergie et des Mines	6	5 715 000 000	5 235 000 000	480 000 000
45	Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel	2	1 397 640 440	1 230 652 817	166 987 623
45	Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel	3	326 282 688	298 514 547	27 768 141
45	Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel	4	1 830 279 908	1 830 279 908	0
45	Ministère du Commerce de l'Industrie et du secteur informel	5	786 664 327	671 346 491	115 317 836
46	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	3	301 205 743	292 991 107	8 214 636

Loi de règlement gestion 2012

46	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	4	150 161 240	150 161 240	0
46	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	5	3 523 702 494	2 928 491 993	595 210 501
46	Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat	6	16 126 426 525	16 016 426 525	110 000 000
49	Ministère du Tourisme et des Loisirs	2	469 856 540	431 190 898	38 665 642
49	Ministère du Tourisme et des Loisirs	3	60 237 962	58 815 270	1 422 692
49	Ministère du Tourisme et des Loisirs	4	241 483 000	241 483 000	0
49	Ministère du Tourisme et des Loisirs	6	440 000 000	440 000 000	0
50	Ministère de l'Education Nationale	3	114 059 918 053	112 341 993 120	1 717 924 933
50	Ministère de l'Education Nationale	4	1 536 905 000	1 536 904 972	28
50	Ministère de l'Education Nationale	5	21 787 009 747	17 584 484 655	4 202 525 092
50	Ministère de l'Education Nationale	6	2 087 000 000	2 030 000 000	57 000 000
52	Ministère des Sports	2	1 171 173 920		1 171 173 920
52	Ministère des Sports	3	3 327 166 936	3 125 701 072	201 465 864
52	Ministère des Sports	4	598 700 000	347 500 000	251 200 000
52	Ministère des Sports	5	1 229 310 548	627 392 166	601 918 382
52	Ministère des Sports	6	798 000 000	0	798 000 000
53	Ministère de la Culture	2	970 308 660	925 112 819	45 195 841
53	Ministère de la Culture	3	394 829 299	350 407 852	44 421 447
53	Ministère de la Culture	4	3 387 211 616	3 387 201 616	10 000
53	Ministère de la Culture	5	1 183 418 967	389 024 064	794 394 903
53	Ministère de la Culture	6	1 330 000 000	677 500 000	652 500 000
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	2	37 008 530 226	30 449 287 516	6 559 242 710
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	3	9 733 308 341	9 269 003 386	464 304 955
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	4	23 013 828 350	23 013 783 400	44 950
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	5	15 219 810 050	11 358 642 537	3 861 167 513
54	Ministère de la Santé et de l'Action Sociale	6	3 518 484 839	3 518 484 839	0
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques	3	3 236 520 015	3 191 407 343	45 112 672
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques	4	638 062 875	628 518 500	9 544 375
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques	5	3 258 947 441	1 068 733 502	2 190 213 939
55	Ministère de la Jeunesse, de l'Emploi et de la promotion des valeurs civiques	6	3 013 000 000	1 649 000 000	1 364 000 000
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	3	1 992 806 498	1 808 096 835	184 709 663
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	4	379 909 278	379 909 278	0
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	5	6 138 437 165	3 843 291 533	2 295 145 632
56	Ministère de l'Environnement et du développement durable	6	1 383 413 375	1 366 217 640	17 195 735
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	2	93 156 160		93 156 160
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	3	85 650 941	40 508 355	45 142 586
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	4	121 867 200	96 867 200	25 000 000
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	5	55 741 956	55 619 364	122 592
57	Ministère de l'Action Sociale et de la Solidarité Nationale	6	100 000 000	100 000 000	0
58	Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Feminin	3	693 508 074	654 035 453	39 472 621
58	Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Feminin	4	874 393 600	874 055 200	338 400
58	Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Feminin	5	2 711 720 371	1 204 215 171	1 507 505 200
58	Ministère de la Femme, de l'Enfant et de l'Entrepreneuriat Feminin	6	3 488 000 000	3 488 000 000	0
59	Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	2	8 479 932 800	4 342 295 369	4 137 637 431
59	Ministere de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	3	2 800 721 165	2 435 315 735	365 405 430

Loi de règlement gestion 2012

59	Ministère de la formation professionnelle, de l'apprentissage et de l'artisanat	4	433 879 000	360 583 000	73 296 000
60	Charges non Réparties	2	58 241 382 914	17 778 791 949	40 462 590 965
60	Charges non Réparties	3	73 430 398 581	68 928 913 788	4 501 484 793
60	Charges non Réparties	4	129 527 645 752	128 797 202 502	730 443 250
62	Min Elevage	3	417 838 953	378 321 443	39 517 510
62	Min Elevage	4	204 595 820	199 931 340	4 664 480
62	Min Elevage	5	4 278 569 018	3 579 072 824	699 496 194
62	Min Elevage	6	3 168 000 000	3 118 000 000	50 000 000
63	Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique	2	298 820 060	42 890 036	255 930 024
63	Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique	3	984 120 974	983 270 533	850 441
63	Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique	4	981 523 400	981 523 400	0
63	Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique	5	665 000 000	583 461 256	81 538 744
63	Ministère de la Communication, des télécommunications et de l'économie numérique	6	7 700 000 000	7 700 000 000	0
64	Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance	2	133 849 180		133 849 180
64	Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance	3	36 807 441	36 807 441	0
64	Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance	5	141 928 437	82 059 135	59 869 302
64	Ministère de l'Entrepreneuriat Féminin et de la Microfinance	6	0	0	0
65	Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales	2	1 396 277 900	826 938 041	569 339 859
65	Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales	3	415 899 488	362 865 120	53 034 368
65	Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales	4	17 775 710 000	17 775 709 998	2
65	Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales	5	701 495 879	612 619 720	88 876 159
65	Ministère de l'Aménagement du Territoire et des Collectivités Locales	6	16 260 000 000	15 870 000 000	390 000 000
66	Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire	2	425 344 740	247 969 758	177 374 982
66	Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire	4	0	0	0
66	Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire	5	74 425 208	74 425 208	0
66	Min. des Transports Terrestres, des Trans. Ferroviaires et de l'Amén. du territoire	6	100 000 000	0	100 000 000
67	Ministère des Energies Renouvelables	2	32 872 800		32 872 800
67	Ministère des Energies Renouvelables	3	5 322 416	3 445 069	1 877 347
67	Ministère des Energies Renouvelables	5	104 128 310	104 078 290	50 020
67	Ministère des Energies Renouvelables	6	0	0	0
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	2	608 998 080		608 998 080
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	4	54 153 682	54 153 682	0
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	5	5 081 215 905	2 585 689 775	2 495 526 130
68	Ministère de l'Hydraulique et de l'Assainissement	6	12 069 000 000	11 969 000 000	100 000 000
72	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	2	93 409 000		93 409 000
72	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	3	42 813 317	42 813 317	0
72	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	4	140 000 000	140 000 000	0
72	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	5	440 202 492	438 171 192	2 031 300
72	Ministère des Ecovillages, des Bassins de Rétention, des Lacs Artificiels et de la Pisciculture	6	1 045 000 000	1 045 000 000	0
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	2	2 031 010 300	693 588 724	1 337 421 576
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	3	2 428 117 924	2 028 435 467	399 682 457
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	4	104 136 224 000	104 136 223 999	1
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	5	2 717 786 706	2 523 692 993	194 093 713
75	Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche	6	7 886 000 000	7 886 000 000	0
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	2	110 977 000		110 977 000

Loi de règlement gestion 2012

77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	3	0	0	0
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	4	0	0	0
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	5	64 619 249	41 879 173	22 740 076
77	Ministère de Petite Enfance et de l'Enfance	6	0	0	0
78	Ministère Chargé des Elections	2	79 895 000		79 895 000
78	Ministère Chargé des Elections	3	2 875 599 880	1 935 711 513	939 888 367
81	Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation	2	0		0
81	Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation	3	0	0	0
81	Ministère de la Restructuration et de l'Aménagement des zones d'inondation	4	10 000 000	0	10 000 000

ANNEXE V

PERTES ET PROFITS

PERTES ET PROFITS SUR COMPTE SPECIAUX DU TRESOR_GESTION 2012

Nomenclature	Recettes	Dépenses	Pertes (-) / Profits (+)
Comptes d'affectation spéciale			
96 102 Frais de contrôle des stés à part publique	171 643 048	166 828 051	4 814 997
96 103 Caisse d'Encouragement à la pêche	1 163 209 719	1 089 914 505	73 295 214
96 104 Fonds de lutte contre l'Incendie	205 982 276	167 137 400	38 844 876
Total général	1 540 835 043	1 423 879 956	116 955 087